

7

102

# défense de Occident

---

Maurice BARDECHE :  
Le Nouveau front

●

Michel RIMET :  
L'Université à la croisée des chemins (II)

●

André CHARLIER :  
L'Hérésie du XX<sup>e</sup> siècle

●

Pierre FONTAINE :  
La Course aux matières premières

●

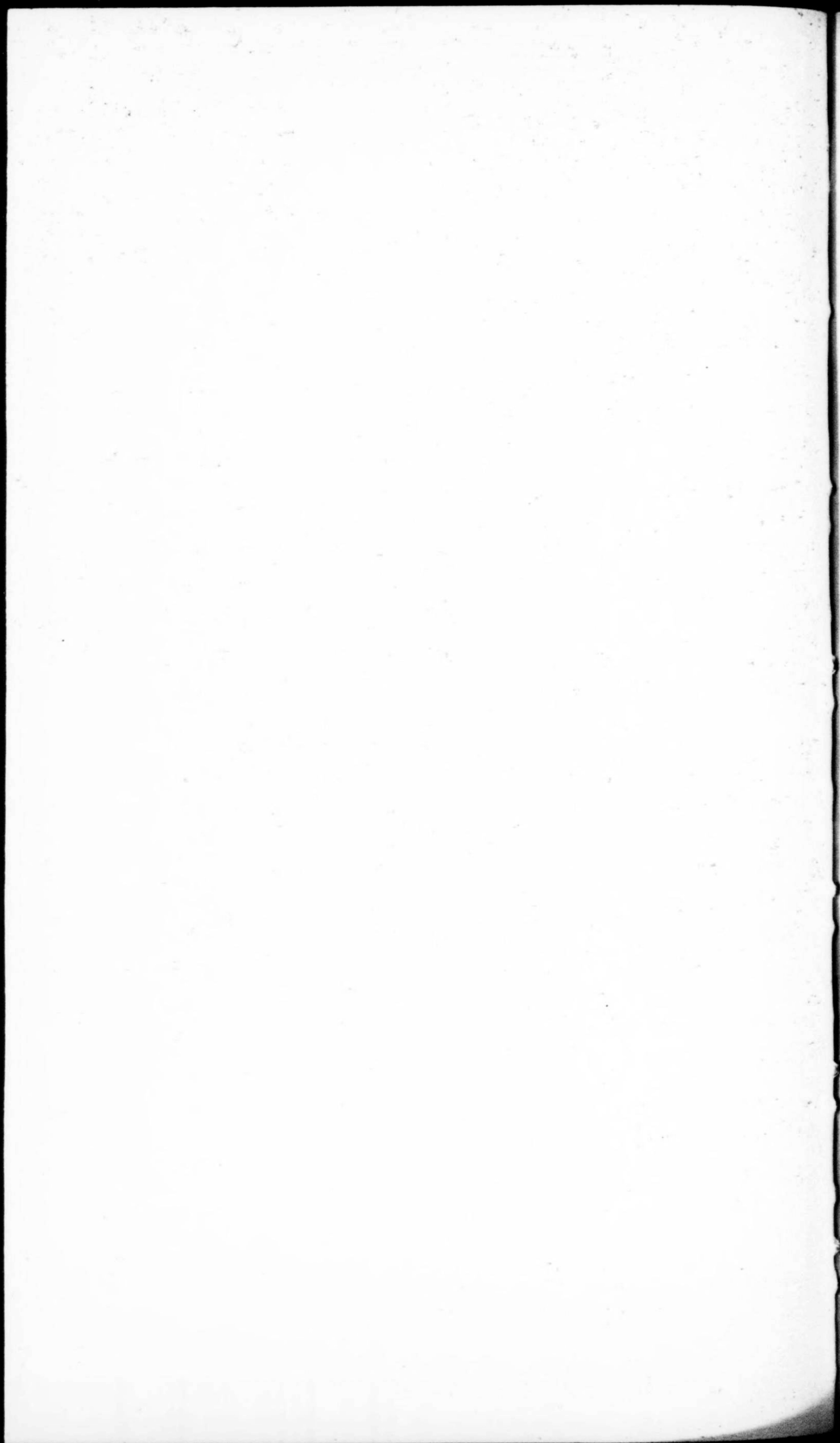
F.-H. LEM :  
Echec de l'art abstrait

---

UNIVERSITY  
OF MICHIGAN

02 1970

PERIODICAL  
READING ROOM



A  
M  
M  
A  
P  
P  
L  
A  
i

# Défense de l'Occident

Nouvelle série — 17<sup>e</sup> année

Juin 1969 — N° 82

---

## SOMMAIRE

<i>Adieu à Pierre Fontaine</i> .....	3
Maurice BARDECHE : <i>Le Nouveau front</i> .....	4
Michel RIMET : <i>L'Université à la croisée des chemins</i>	10
André CHARLIER : <i>L'hérésie du XX<sup>e</sup> siècle</i> .....	23
Pierre FONTAINE : <i>La Course aux Matières premières</i>	32
F.-H. LEM : <i>Echec de l'art abstrait</i> .....	45
<i>La chronique de Pierre Hofstetter</i> .....	58
<i>A nos amis étrangers</i> .....	64

---

13, rue des Montibœufs - PARIS (20<sup>e</sup>) - CCP 65.35.65 Paris

# BULLETIN D'ABONNEMENT

---

**Veillez m'inscrire pour un abonnement de**  
**à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N° .....**

**NOM :** .....

**PRENOM :** .....

**ADRESSE :** .....

.....

**Signature :**

**Prix numéro ordinaire : 3,75 F**

**Abonnements. — 1 an : 35,— F**

**Etranger : 1 an : 37,— F**

**Propagande : 50,— F et 100,— F**

***Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal***  
***adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs***

***Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.***

**Copyright by *Les Sept Couleurs*, 1969.**

---

# Adieu à Pierre Fontaine

En mettant cet article sous presse, nous apprenons la mort soudaine de Pierre Fontaine dans sa propriété de Cadillac-en-Fronsadais. C'est un des plus anciens collaborateurs de Défense de l'Occident qui disparaît. Nos lecteurs estimaient ses campagnes courageuses, ses livres nourris de faits, son instance à éclairer et à instruire. Résumant sa longue carrière journaliste, le Dictionnaire politique d'Henry Coston le définit ainsi : « Anticapitaliste de toujours, il avait lutté constamment contre les puissances d'argent responsables des guerres et des injustices sociales, défendu l'Europe blanche et recherché la vérité dans tous les domaines sans sectarisme, mais sans égard pour les personnes ». Son courage et son désintéressement lui avaient valu beaucoup d'amis, mais l'avaient écarté des places lucratives et des honneurs. Il vivait comme un sage, en vigneron, mais il n'avait pas accepté qu'on lui imposât silence.

Sa collaboration à Défense de l'Occident avait commencé peu de temps après la fondation de la revue, en 1953 ; elle avait continué à peu près sans interruption jusqu'à maintenant. La disparition de cet excellent collaborateur, venant après la mort prématurée de Jacques Poillot, après celle de Jean-Marie Aimot et celle de Paul Rassinier nous frappe durement et met en question l'existence même de Défense de l'Occident.

Nous donnons ci-après le dernier article que Pierre Fontaine nous ait adressé quelques jours avant sa mort.

---

## *Le nouveau front*

Les victoires sont toujours suivies d'une découverte : c'est la découverte du terrain qu'elles libèrent. Ce bilan n'est pas toujours clair au lendemain même de la victoire. Il apparaît un peu après : on a détruit l'ennemi ou l'on a avancé jusqu'à une certaine ligne nouvelle.

C'est ce calcul qu'il faut d'abord faire. Et ensuite, il faut en tirer les conséquences.

La chute du général de Gaulle détruit le général de Gaulle. Il apparaît comme personnellement incompetent et usé. Cette chute détruit-elle le *gaullisme*? C'est ce que nous ne savons pas encore et ce que nous ne pourrions pas savoir avant un certain temps. Cette chute a-t-elle détruit le *mensonge historique* sur lequel était fondé le prestige du général de Gaulle? Sur ce point nous pouvons répondre : elle l'a effrité, elle l'a rendu suspect, elle ne l'a pas anéanti, parce qu'il repose sur une distribution des places et sur des intérêts qui survivent au général de Gaulle.

Quelle est pour nous la conséquence de ce nouveau front? Ceux qui se sont déterminés jusqu'ici en fonction d'un ennemi qui était le général de Gaulle n'ont plus à le faire. Ils ont maintenant à se déterminer en fonction d'hommes qui ne sont plus *l'ennemi*, mais des hommes qui nous inspirent plus ou moins de sympathie, dont le programme nous convient ou nous déçoit, dont

la victoire a tel ou tel sens. Et ce changement est capital. Pour la première fois depuis 1944, nous n'avons plus à nous déterminer en fonction de notre sensibilité, mais nous pouvons nous déterminer en fonction de notre volonté. Nous ne sommes plus séparés de la vie par une Eglise dont l'existence seule nous condamne, nous rentrons dans la vie, nous sommes des citoyens comme les autres. Nous nous trouvons devant une *page blanche*.

Cette situation a pourtant des limites. Elle a cette limite en particulier que toute reconstitution de l'Eglise, c'est-à-dire du *mensonge historique* doit nous trouver résolus à la combattre. Nous n'avons plus de préjugés contre personne, nous ne devons plus en avoir, sauf contre la *revanche*. Nous ne prétendons pas faire accepter par une opinion droguée que le général de Gaulle est un traître à son pays qu'un tribunal militaire a justement condamné à mort. Mais nous ne pouvons pas admettre non plus que sa fausse légende héroïque serve de revendication à un parti et de justification à un clivage politique. Le *mensonge historique* est une ligne de résistance que nous mettrons une génération à franchir. Mais le nostalgisme résistancialiste est une position fragile que nous pouvons *casser* en empêchant sa victoire.

Cette étude de terrain nous invite, me semble-t-il, à une certaine attitude de principe vis-à-vis de l'élection présidentielle. Tout ce qui est un retour à un choix purement sentimental est une faute, car ce choix nous renferme à nouveau dans notre ghetto. Mais notre choix est limité aussi par la vision claire de ce que nous ne pouvons pas concéder : pas de contre-offensive, pas de *revanche*.

Ce n'est donc pas parce qu'ils s'appellent Alain Poher ou Georges Pompidou, parce qu'ils représentent l'un l'opposition du Sénat, l'autre le collaborateur du général de Gaulle que nous devons nous décider. Nous devons peser *selon notre propre balance* M. Alain Poher et M. Georges Pompidou et nous décider selon ce qu'ils sont, selon ce qu'ils apportent, selon ce qu'ils disent, sans opposer par principe à aucun d'entre eux un préjugé défavorable.

On trouvera à cette comparaison plus d'un enseignement et aussi plus d'une déception. La simplicité et la bonhomie de M. Poher sont agréables. Elles ne doivent pas nous faire oublier toutefois que M. Poher a été en 1945 au Sénat le président du groupe politique représenté au Ministère par MM. Teitgen et de Menthon, organisateurs de l'épuration. M. Georges Pompidou est moins heureux dans sa présentation. Mais sa situation modeste en 1945, son inertie sous l'occupation, lui ont valu de ne pas être mêlé aux injustices qui nous ont profondément blessés, et il a mis sa démission en jeu pour sauver la tête du général Jouhaud. Nous savons peu de choses de M. Alain Poher, il nous demande un blanc-seing, c'est une situation bien ambiguë. Nous savons plus de choses sur M. Pompidou, mais il ne nous a pas dit s'il avait l'intention de se séparer de gens qui ont trop fait parler d'eux par leur fanatisme et leur affairisme. C'est une situation qui est ambiguë également. M. Alain Poher n'est pas clair sur son programme. Ce Breton a quelque chose d'un Normand. On n'est pas sûr qu'il y ait des « pommes », on n'est pas sûr qu'il n'y en ait pas. M. Pompidou est trop clair sur le sien. Il donne sa montre, son veston, sa chemise, sa culotte, il donne tout ce qu'on lui demande, mais on ne sait pas très bien qui paiera l'addition. Finalement l'un et l'autre veulent bien tout ce qu'on veut et leur déballage est si peu original qu'il était déjà exposé dans le stand de M. Tixier-Vignancour et dans l'Uniprix que M. Lecanuet établit en face de lui. Tout cela sent le boniment et le truquage.

Prenons donc nettement conscience que nous ne nous sentons représentés par aucun de ces deux candidats malgré le battage un peu suspect qu'on organise autour d'eux.

En revanche, leur élection comporte des conséquences. Quoi qu'en dise M. Poher, il est peu probable qu'il puisse garder la Chambre actuelle. En face d'elle, il ne serait plus un Président arbitre mais un Président solide. S'il ne la dissout pas immédiatement, s'il peut inventer quelque solution d'attente, il devra la dissoudre quelques mois plus tard. Avons-nous intérêt à voir



revenir 90 députés communistes ? Ceux qui ne croient pas à cette éventualité feraient bien de se souvenir qu'un référendum ou une élection présidentielle ne mettent pas du tout en jeu les mêmes ressorts qu'une élection législative qui invite aux désistements locaux et reconstitue automatiquement une unité de la gauche que les candidatures présidentielles détruisent. D'un autre côté, ceux qui soutiennent M. Pompidou, ceux qui se tiennent généralement auprès de lui, ceux qui s'agitent le plus en faveur en appellent, qu'on le veuille ou non, à l'élection présidentielle de la défaite du 27 avril. Ils représenteront le succès de M. Pompidou comme une revanche de la France « patriote », annulant un vote arraché à quelque moment de fatigue. Bien que M. Pompidou se refuse personnellement à cautionner son opération, nous verrons revenir dans son sillage les « résistants » qui se sont adjugés en 1945 le gouvernement et les places, et se maintenir en même temps les gangs d'affaires et de police qui se sont agrégés autour d'eux. La question qui se pose pour nous est donc de savoir si nous acceptons de payer le coup d'arrêt donné à cette opération par le sacrifice d'une majorité anticommuniste compacte et sûre.

Politiquement, notre candidat devrait être M. Pompidou, qui incarne, malgré ses reculades, une structure d'autorité correspondant à notre idée de la fonction du pouvoir et des options politiques qui ont été trop souvent traduites en gesticulations et en pétarades, mais qui n'en sont pas moins le reflet de celles que nous recommandons. Moralement, il est difficile que nous cautionnions avec lui un personnel qui ne représente que l'usurpation et le charlatanisme et qui entend les faire durer. Ceux de nos amis qui réagissent en *politiques* auront donc la tentation de voter *malgré tout* pour M. Pompidou. Ceux qui réagissent en *moralistes* et écoutent surtout leur conscience lui refuseront leur voix. Et nous ne pouvons blâmer ni les uns ni les autres.

Je regrette, pour ma part, l'emportement avec lequel la presse d'opposition a appuyé sans réserves la candidature de M. Poher, sur laquelle elle ne semble pas voir que nous

avons à nous poser plus d'une question. C'est surtout dans le *ton* avec lequel nous parlons de cette élection que je sens une différence. Je crois, pour ma part, que la page relativement blanche devant laquelle nous nous trouvons, que le *nouveau front* qui s'ouvre devant nous doit exclure en ce qui nous concerne toute attitude passionnelle. Nous avons gagné. Nous n'avons pas tout gagné, mais nous avons gagné. Alors nous n'avons pas d'autres ennemis que ceux qui *se déclarent* nos ennemis. Et toute autre attitude ne peut être que nostalgique, hargneuse et stérile. Quelle que soit ma grande affection pour Jacques Isorni, je ne puis être d'accord avec lui quand il fait contre Pompidou une campagne qui met en cause sa personne : je n'approuve pas son intervention.

Nous avons tout intérêt pour l'avenir à réserver notre liberté de manœuvre. Un échec de Pompidou ne devrait pas être pour nous le signal d'un festin de cannibales, mais au contraire l'occasion de faire savoir à Georges Pompidou que nous sommes disposés à être auprès de lui s'il comprend que le 27 avril est une date qui tire un trait sur trente ans d'histoire, qui met fin à la période qui a commencé le 18 juin 1940, et qu'il a tout à reconstruire dans son propre parti, les idées, les attitudes, les hommes. C'est là notre meilleure chance d'implantation et de développement comme famille politique, car le « centre » de M. Poher ne nous fera jamais aucune place, il nous trouvera encombrants, il nous éconduira, il nous frappera même inévitablement et nous n'avons rien à attendre de lui que quelques strapontins électoraux destinés à neutraliser des ambitions subalternes.

Ce qu'il y a de maladroit dans la campagne de M. Pompidou, ce n'est pas seulement qu'elle répercute la division du pays en « bons » et en « mauvais » et qu'elle se rapporte par définition à un képi qui est placé pour l'éternité sur l'antenne de la B.B.C. : Georges Pompidou ne pouvait peut-être pas faire autrement, il fait une campagne *arithmétique* rassemblant les *oui* et racolant par des concessions quelques millions de voix hostiles parmi lesquelles il a parfai-

tement le droit de négliger les nôtres. Ce qu'il y a de maladroit dans cette campagne, c'est qu'elle est molle, vide et qu'elle compromet l'avenir. En cas d'échec, il ne reste rien. L'interprétation *forte* de la V<sup>e</sup> République n'est pas représentée dans cette campagne. Poher et Pompidou nous présentent l'un et l'autre le lavement libéral dont nous avons failli crever deux fois en cinquante ans. Georges Pompidou qui a manqué de personnalité en face du général de Gaulle manque aujourd'hui de personnalité en face de la nation. Il s'apercevra de l'étendue de cette faute si le verdict du 15 juin lui est contraire. A ce moment-là, peut-être pourra-t-on entreprendre avec lui quelque chose de plus sérieux.

Je ne crois pas un instant que nous puissions jamais attendre de Pompidou la réalisation de ce *justicialisme* auquel certains d'entre nous sont attachés. Mais nous ne pouvons pas l'attendre davantage d'Alain Poher. Ce qui nous importe, c'est *d'exister* politiquement. Et ce qui nous est utile, c'est que se créent les conditions qui nous permettront d'exister politiquement. Cette résurrection dépend en premier lieu de notre apport qui doit être d'énergie, de rénovation et de rectitude. Les combinaisons centristes n'ont rien à faire d'un tel apport, elles le repousseront toujours. Tandis qu'une droite traumatisée par la défaite, contrainte à la méditation et au regroupement peut avoir besoin quelque jour des qualités que nos amis représentent.

Maurice BARDECHE.

# L'Université à la croisée des Chemins

(Suite)

Parmi les causes de la contestation estudiantine de 1968, il en est plusieurs que nous avons citées (dégradation de l'autorité, effondrement du niveau intellectuel des étudiants, et même des professeurs, politisation très nette de l'Université, avec toute la polémique qui en résulte, amélioration du niveau de vie, etc...). Cependant il en est une que nous tenons à signaler en détail et qui consiste dans un couple de deux processus concourants :

D'une part, un processus de détérioration de la valeur de l'enseignement, dispensé à tous les échelons (primaire, secondaire, technique et supérieur), dû principalement au fait que les maîtres sont très loin d'avoir la conscience professionnelle dont faisaient preuve leurs anciens, il y a quelques décennies ; ceci est dû à l'effet émollient du bien-être, au relâchement des mœurs et au laisser aller ; cependant il est dû aussi à la multiplication des tâches et des servitudes, ainsi qu'aux classes pléthoriques, surchargées. L'enseignant n'entretient plus, comme jadis, un dialogue permanent entre lui et sa classe ; il tend de plus en plus à donner des cours standard, stéréotypés, dont le contenu est souvent puisé, mot pour mot, dans un manuel à grande diffusion. Dans de telles conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il ennueie son auditoire, qui, par lassitude ou manque d'intérêt, peut se restreindre con-

sidérablement ; il est même possible qu'il se fasse chahuter!!! A la Sorbonne, les « amphis » sont si pléthoriques que les professeurs s'interdisent le moindre échange de vues, si minime soit-il, avec l'auditoire, et se contentent de faire leurs cours « ex cathedra », tout comme le ferait un haut-parleur relié à un magnétophone, ou un poste de radio, voire de télévision. Par conséquent, la base même d'un enseignement digne de ce nom est escamotée. A côté de la dégradation continue de l'enseignement traditionnel, dispensé de façon collective, dans des établissements (publics ou privés) prévus à cet effet, il y a un processus de croissance de l'enseignement dispensé à titre individuel. Les progrès considérables de la technique et des moyens audio-visuels, tendent de plus en plus à dispenser l'enseignement à domicile, aussi bien pour l'étudiant que pour l'élève du 2<sup>e</sup> degré ou du technique : le magnétophone, en particulier, offre des possibilités insoupçonnées pour l'enseignement des langues ; d'autre part l'enseignement par correspondance a pris une extension considérable ; alors qu'avant-guerre il n'existait guère qu'un ou deux centres importants dispensant ce genre d'enseignement ; actuellement, il existe un établissement d'état : le « Centre national de télé-enseignement » de Vanves, dont les professeurs appartiennent au cadre normal des lycées et collèges, et continuent de percevoir les émoluments afférents à leurs grades respectifs ; ce sont en général des malades incapables d'assurer un service normal dans les établissements d'enseignement, et dont l'activité consiste exclusivement à corriger des copies à domicile. L'enseignement par correspondance a donc conquis ses lettres de noblesse puisque l'Etat a reconnu son efficacité et l'a adopté. Au niveau de l'enseignement supérieur, il n'existe certes rien de tel mais les cours photocopiés se sont généralisés, de telle sorte que bien souvent les étudiants se contentent d'étudier ceux-ci à domicile, et « sèchent » les cours oraux.

Tout se passe donc comme si, face à la croissance d'un enseignement standard, dispensé sous une forme individuelle, l'enseignement traditionnel apparaissait de plus en plus comme inutile.

Citons aussi une autre cause de contestation : le manque de débouchés pour les étudiants ; l'inflation des diplômes ne permet pas toujours en effet à leurs détenteurs, de tirer parti de leur parchemin. Il en résulte une inquiétude croissante des jeunes devant un avenir bouché. Cette situation ne peut que s'aggraver en raison du refus du ministre d'opérer une sélection souhaitable à l'entrée de l'Université. Certes, nous avons déjà fait ressortir la nécessité d'opérer une sélection graduée, de plus en plus sévère à mesure qu'on s'élève dans l'ordre d'enseignement, et cela à partir de l'entrée au lycée ou au collège. Dans un régime d'économie libérale astreinte à certaines fluctuations (expansion-récession), il est certes difficile de connaître exactement le besoin du pays en techniciens et ingénieurs ; on peut néanmoins s'en faire une idée approximative et opérer une sélection par concours, à l'entrée de l'Université, en faisant « bonne mesure » toutefois. Il est évident que dans un régime d'économie planifiée (capitalisme d'état), il est beaucoup plus facile de connaître les besoins à l'avance.

En ce qui concerne les sujets victimes de la sélection dans l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, il y a lieu de prévoir leur absorption (au moins partielle) par les centres d'orientation professionnelle, par l'enseignement technique, l'enseignement agricole, etc... Nous pensons donc que *la solution du malaise universitaire actuel réside dans le développement considérable de l'enseignement technique*. Notre pays connaît une pénurie catastrophique en pareille matière, eu égard à la situation homologue dans les pays anglo-saxons, et les pays socialistes. Certes il y a une nette progression du « technique » depuis quelques années, mais celui-ci est encore loin de satisfaire pleinement les besoins de l'industrie et de l'artisanat dans notre pays. Le nombre d'établissements d'enseignement technique est inférieur au nombre de lycées et collèges (classiques et modernes) alors qu'il devrait être très supérieur à ce dernier. Parlant tout récemment à Dôle, M. Edgar Faure soulignait la nécessité de développer la formation professionnelle, et exprimait l'intention de créer trois au quatre instituts

universitaires de technologie ; c'était là une ambition bien modeste, et en tout cas insuffisante, si l'on tient compte du fait qu'il faudrait multiplier par 5 ou 6 le nombre d'établissements d'enseignement technique. Nous pensons que ce fut une erreur de développer considérablement l'enseignement secondaire (classique ou moderne) qui ne convient qu'à une fraction assez faible de la population, du fait qu'il est abstrait et coupé du Réel ; il dispense certes une *culture* plus qu'une *instruction* ; or, la culture, qui n'est jamais que « ce qui reste quand on a tout oublié », selon l'expression d'Edouard Herriot, n'est pas directement utile à l'activité d'un pays, alors qu'au contraire l'instruction, lorsqu'elle est orientée d'un pays, alors qu'au contraire l'instruction, lorsqu'elle est orientée vers le Réel, est immédiatement utilisable, sur le plan professionnel, par celui qui la possède. *Primum vivere, deinde philosophari !*

Dans son discours de Dôle, E. Faure soulignait avec indignation que « les enfants d'ouvriers et d'employés, qui constituent en 6<sup>e</sup> la moitié des effectifs ne figurent plus que dans la proportion d'1/3 des effectifs au niveau des classes terminales » ; il émettait le vœu qu'il fût porté remède à une telle situation, jugée par lui inadmissible, au nom de la nécessité de la démocratisation. Une telle attitude relève de la pure démagogie. En effet, en admettant que les aptitudes intellectuelles soient, en moyenne, chez les enfants d'ouvriers, comparable à la moyenne des aptitudes des fils de bourgeois et de fonctionnaires, on doit tout de même reconnaître que ceux-ci reçoivent, au sein de leurs familles respectives, une aide intellectuelle considérable dont les enfants d'ouvriers ne bénéficient absolument pas. On voit mal un ouvrier, fourbu après une journée de travail, expliquer le soir à ses enfants un problème de mathématiques, ou leur donner quelques clartés sur Virgile et Cicéron !!! Ce seul facteur expliquerait largement pourquoi la sélection graduée entre la 6<sup>e</sup> et la 1<sup>re</sup>, élimine de préférence les fils et filles de petits salariés, en faisant passer leur pourcentage de 50 % à 33 %. Nous pouvons considérer qu'il s'agit là d'un phénomène inévitable, à moins de vouloir à tout prix, opérer un nivel-

lement par le bas des différentes classes sociales. Il est donc vain et sot de s'en indigner, tout comme il serait sot de s'indigner des différences considérables de taille entre un nain et un géant, ou des disparités morphologiques importantes qui existent entre un Suédois et un Congolais. Notre ministre est trop intelligent pour ne pas admettre ces évidences, et nous ne lui ferons pas l'injure de prendre ses propos au pied de la lettre.

\*  
\*\*

Pour rétablir l'équilibre entre les différentes classes sociales en matière d'éducation des jeunes, il n'est pas nécessaire de parler de démocratisation ; il suffit de considérer que l'enseignement secondaire convient plus particulièrement aux enfants des fonctionnaires et membres des professions libérales, alors que l'enseignement technique convient plutôt aux enfants d'ouvriers. Ceux-ci, par atavisme, et en raison même de la nature de leur milieu familial, se révèlent bien plus aptes que les précédents aux travaux manuels. Que l'on développe considérablement l'enseignement technique sous toutes ses formes (industriel, agricole, commercial, etc...) et que l'on cesse de considérer celui-ci comme un « parent pauvre », mettant ainsi un terme à un préjugé stupide ! Alors on réalisera l'égalité de tous devant l'enseignement et l'éducation, mais la véritable égalité, qui admet une grande variété de types d'enseignement, et non l'uniformité.

L'entrée en 6<sup>e</sup> des lycées et collèges classiques fait brutalement passer les enfants d'un enseignement concret à un enseignement abstrait, et les coupera ainsi du Réel pendant 6 ou 7 ans ; s'ils échouent au baccalauréat, ils se retrouveront sans qualification professionnelle vers l'âge de 18 ans ; obligés de se recycler, ils aborderont le problème de l'orientation professionnelle dans de très mauvaises conditions ; quant à ceux qui auront été reçus ils auront du mal à trouver un emploi valable, en raison de la pléthore des bacheliers ; s'ils poursuivent leurs études, le même problème se posera à eux au niveau de la licence.



Au contraire si l'on développe suffisamment un enseignement technique bien compris, c'est-à-dire gradué et passant insensiblement des notions les plus concrètes aux plus abstraites, il est possible de faire donner à chaque élève le plein de ses capacités intellectuelles, et, s'il est astreint à quitter le collège ou le lycée technique, au niveau des classes terminales, il aura tout de même acquis une formation professionnelle lui permettant de se tirer d'affaire très honorablement dans l'existence. Depuis les modestes centres d'apprentissage jusqu'aux ambitieux « instituts universitaires de technologie », il est permis de prévoir toute une gamme de métiers, artisanaux ou industriels, plus ou moins scientifiques et techniques. Bien entendu, les mathématiques, science abstraite par excellence, doivent jouer un rôle toujours plus important à mesure qu'on s'élève dans cet ordre d'enseignement, mais elles ne doivent pas couper l'étudiant ou l'élève du Réel. Une telle politique comporterait de multiples avantages ; elle restaurerait la *dignité* du travail manuel, face au travail intellectuel ou au travail de bureau : elle atténuerait la lutte des classes, par la promotion sociale de nombreux ouvriers devenus *techniciens* ; elle améliorerait la qualité des produits, et même le rendement global, par suite du perfectionnement des machines et l'augmentation de leurs capacités productives. Cependant, elle améliorerait surtout la capacité d'invention et d'ingéniosité du pays, par suite d'un accroissement de la qualité et de la quantité des techniciens et ingénieurs ainsi formés. La France en effet, dispose, en pourcentage par rapport à la population, de moins d'ingénieurs et de techniciens que l'Union soviétique, les Etats-Unis, l'Allemagne. Alors que son peuple est foncièrement ingénieux, elle n'arrive que dans le « peloton de queue » en ce qui concerne la production des *brevets d'invention*. L'industrie française est de plus en plus colonisée par les brevets étrangers (américains en particulier), ce qui est à l'origine d'une perte de devises pour le pays. L'expérience prouve que les grandes inventions du domaine technique ne sont pas, en général, l'œuvre d'intellectuels éminents ; elle sont plutôt le fait d'ouvriers spécialisés, assez obs-

curs, ou de « bricoleurs de génie » n'ayant la plupart du temps aucune culture (Gramme, inventeur de la dynamo, était un ouvrier belge ; Edison un bricoleur, etc...). Il est donc permis d'estimer qu'en développant considérablement le « technique », on aboutirait à la multiplication de brevets industriels, pour le plus grand bien de notre industrie et de notre économie.

Il conviendrait également de développer l'enseignement agricole. Il existe bien déjà quelques « lycées agricoles », mais en nombre nettement insuffisant. Un effort sensible en ce domaine permettrait d'améliorer considérablement le rendement des terres et aussi de diminuer les prix de revient. On a beaucoup parlé de surproduction ; il y a en fait sous-consommation, laquelle disparaîtrait vite à la suite d'un abaissement des prix. Dans cet ordre d'idées, il conviendrait de dire quelques mots du plan Mansholt, que l'on a beaucoup critiqué en France, et à juste titre d'ailleurs. Comment ce Hollandais calviniste, ancien planteur de thé à Java, pourrait-il comprendre la mentalité française imprégnée d'individualisme, attachée à la Terre et à ses traditions paysannes ? Il suffit de se souvenir que c'est à sa paysannerie que la France doit les meilleurs de ses fils, et notamment ses « poilus » vainqueurs de la Grande Guerre 1914-1918. Attirés par la ville un grand nombre de travailleurs ont déserté la campagne. Le plan Mansholt estime que cet exode est encore insuffisant et prévoit l'élimination d'un paysan français sur deux, afin de regrouper les domaines et d'accroître ainsi leur rentabilité (?!) et cela en dix ans. Par sa politique à l'égard des agriculteurs, le gouvernement français a évidemment pour but, comme l'avouait cyniquement Pisani au temps où il était ministre de l'Agriculture, d'acculer à la faillite les plus petits exploitants et de favoriser ainsi l'application du plan Mansholt. Sur ce thème, de nombreuses analyses ont déjà été faites, toutes hostiles au plan, répétons-le. Cette opération coûterait très cher au pays, pour diverses raisons assez complexes ; quant à la productivité, elle serait améliorée sur le plan quantitatif, mais non qualitatif, bien au contraire. Or la France doit se signaler avant tout par la

qualité de ses produits agricoles sur le marché mondial. Aussi paradoxal que ce soit, les Etats-Unis favorisent actuellement la petite propriété rurale, facteur de qualité des produits. Il en est de même pour l'U.R.S.S., où les produits du secteur privé prennent de plus en plus d'importance, en qualité et en quantité au détriment des immenses kolkhoses. Comment dès lors imaginer que les paysans français individualistes acceptent de gaîté de cœur, d'être dépossédés de leurs terres et de vivre déracinés, en ville, ou de travailler comme ouvriers agricoles sur le domaine d'un gros possédant demeuré en place ?

Avec l'ouverture des frontières du Marché commun, il convient certes de rendre nos prix compétitifs ; pour cela il faut, coûte que coûte, accroître le rendement à l'hectare. Une mécanisation très poussée peut y contribuer, tout en éliminant un certain nombre d'ouvriers agricoles (ceux-ci, naturellement moins attachés à la Terre que les propriétaires, pourraient bien mieux s'adapter à une vie urbaine ou villageoise). Il faut aussi développer les coopératives en raison de la nécessité de la rationalisation de la production (coopératives de matériel, de bétail, etc...) mais aussi et surtout il *convient de développer l'enseignement agricole.*

Le paysan de demain ne devra pas se contenter de cultiver ses terres selon la tradition familiale transmise jusqu'à lui par la voie orale, et se borner à des pratiques routinières ; il devra savoir utiliser les plus récentes acquisitions de la science et de la technique modernes, notamment en matière de pédologie (chimie des sols, des engrais, des amendements, etc...) comme en matière de zoologie, de zootechnie, d'hygiène, de parasitologie, etc... C'est dans les lycées agricoles qu'il recevra obligatoirement les notions indispensables à une exploitation rationnelle de ses terres. Mieux vaudrait pour lui, certes, supporter quelques petites entraves à sa liberté, occasionnées par les nécessités de groupement en coopératives, de formation professionnelle au lycée, etc..., tout en conservant ses terres, que d'être dépossédé de celles-ci et de travailler comme salarié sous les ordres d'un patron ! Nous terminerons par quelques suggestions concernant le recru-

tement des maîtres : En ce qui concerne les professeurs d'université, nous avons déjà exposé notre point de vue dans une étude antérieure (2), en développant les principes essentiels suivants : 1) Les enseignants « supérieurs » doivent être recrutés par concours sur le plan national (ce qui implique la création d'*agrégations de spécialité* et de *concours d'assistantat*). 2) Les fonctions d'enseignement et de recherche doivent être dissociées, au moins à partir d'un certain niveau (doctorat d'état), tout en maintenant le 3<sup>e</sup> cycle dans son état actuel, et en prévoyant à ce niveau le recrutement des chercheurs. 3) Il serait bon de restreindre certains pouvoirs quelque peu excessifs des professeurs d'université ; ceux-ci doivent cesser d'être des « féodaux » ; il ne convient pas pour autant d'en faire des *robots*, c'est-à-dire des « irresponsables » (au sens courtelinesque du terme). Entre ces deux extrêmes, un moyen terme doit être trouvé.

Un tel projet s'inscrit dans une évolution en cours qu'on a appelée « La secondarisation de l'Enseignement supérieur » (*sic*), et que nous avons nommée « dégradation » dans notre étude antérieure (3).




---

(2) Voir notre article « Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique » dans le numéro de juillet-août 1968 de la revue « Défense de l'Occident ».

(3) Parmi les privilèges des professeurs d'Université, il convient de citer le suivant qui constitue un bel exemple d'hypocrisie administrative : Lorsqu'un candidat au doctorat dépose, quelques jours avant sa soutenance, les exemplaires de son mémoire au secrétariat de la faculté, son « patron de thèse » rédige deux comptes rendus consacrés au travail d'ensemble présenté : un « rapport secret de thèse », dont seule a connaissance l'administration de la faculté, qui le classe dans ses archives ; l'autre est le « rapport de thèse » que l'on montre au candidat. Si on considère que l'inscription d'un docteur sur les listes d'aptitude à l'enseignement supérieur dépend pour une large part du rapport secret de thèse, on réalise mieux tout ce que contient d'arbitraire une telle pratique, sans qu'il y ait possibilité d'un contrôle quelconque.

En ce qui concerne la formation des professeurs de l'enseignement secondaire, elle laisse beaucoup à désirer : Avant-guerre on considérait que le fait, pour un jeune intellectuel, d'être titulaire d'une licence dite « d'enseignement » (appellation vraiment arbitraire et contraire à toute logique), le rendait capable, *ipso facto*, d'exercer le métier de professeur. En fait, la réussite dans le métier d'enseignant dépendait pour une large part des capacités d'adaptation du jeune licencié, qui se basait ainsi uniquement sur son instinct, son savoir-faire pour imposer son autorité à ses élèves et non sur sa science acquise ; d'autre part, ses connaissances les plus avancées ne lui étaient d'aucune utilité. Depuis, la situation ne s'est guère améliorée : le CAPES et le CAPET créés autour des années 1940 comprennent une épreuve de pédagogie, qui n'a qu'un coefficient très faible par rapport aux autres épreuves portant sur des connaissances scientifiques avancées (sans rapport avec celles que le lauréat aura à enseigner plus tard). Le résultat d'un tel système aboutit à des résultats déconcertants : Il arrive fréquemment en effet que de simples bacheliers qui exercent leurs activités enseignantes dans certains établissements privés soient d'excellents professeurs, comme en témoigne le fort pourcentage de succès remportés par leurs élèves dans les examens, alors que de jeunes agrégés de l'enseignement secondaire, brillants dans leurs spécialités respectives, n'obtiennent pour leurs élèves que des pourcentages de succès assez médiocres, et même ennuient leur auditoire ou se font chahuter, probablement parce que, trop savants, ils ne savent pas se mettre à la portée des jeunes intelligences qu'ils ont pour mission de former. Cependant le professeur bachelier est rémunéré non en fonction de ses mérites pédagogiques (ce qui serait normal après tout) mais en fonction de ses modestes diplômes, alors que son collègue agrégé, modeste professeur, bénéficie d'un traitement très confortable. N'est-ce pas aberrant ?

Pendant longtemps la licence ès sciences ou ès lettres n'était utilisée qu'en vue de l'enseignement, mais, avec le développement de la technique, notamment à partir

des dernières années d'entre deux guerres, des débouchés nouveaux se sont présentés aux « scientifiques », de telle sorte que seule une minorité de licenciés ès sciences en est venue à s'intéresser aux carrières professorales ; cependant il ne s'agissait pas d'une option tout à fait libre ; en effet, pour être utilisé dans le secteur industriel comme ingénieur, un licencié ès sciences devait se *spécialiser* et faire de la science appliquée, pendant un an ou deux, au moins. S'il n'avait pas les moyens financiers suffisants, il devait y renoncer, et n'avait plus que la perspective de demander un poste, mal rémunéré en général, dans un collège ou lycée ; d'autre part, si l'aspirant-ingénieur échouait à ses examens, il retombait dans la masse des licenciés non spécialisés, et était voué de ce fait à l'enseignement secondaire (ou technique), qui faisait ainsi figure de *dépotoir*, tant sur le plan intellectuel que sur le plan social. Il était toujours possible en effet de préparer une licence ès sciences ou ès lettres, sans avoir de fortune personnelle, en gagnant sa subsistance comme maître d'internat, alors que les écoles d'ingénieurs ne permettaient guère l'adoption d'une telle formule, en raison des horaires particulièrement chargés, du fait de la surabondance des travaux pratiques et des cours. La carrière de professeur de collège ou de lycée était très peu cotée dans les milieux bourgeois en raison de l'appartenance sociale, assez humble en général, de ceux qui l'embrassaient. Ajoutons que son *manque de spécialisation*, à une époque où seuls les spécialistes ont droit à la parole, achevait de la discréditer aux yeux des technocrates.

Il convient de restituer à l'enseignement du second degré (comme à celui du premier degré d'ailleurs) toute sa dignité ; pour ce faire, il convient d'en faire un spécialiste, étant entendu que par « spécialité » nous n'entendons pas désigner la discipline choisie par le futur professeur, mais un *ensemble de connaissances pédagogiques*, car c'est bien de cela qu'il s'agit. Il serait souhaitable qu'à l'avenir les futurs professeurs acquissent de solides notions de psychologie infantile, de pédiatrie, de caractérologie, et même de psycho-physiologie et de pharmaco-

dynamique. Jusqu'à présent on n'a rien trouvé de mieux, pour stimuler les fonctions intellectuelles et l'aptitude d'un sujet à une discipline donnée, que d'imposer à ce sujet un certain entraînement dans la dite discipline, alors que les récents progrès de la pharmacodynamique ont vraisemblablement mis en évidence l'action de certains produits non nocifs sur le psychisme des enfants et en particulier sur le développement de l'intelligence. Il est inadmissible que tout un ensemble de moyens d'action sur le mental des jeunes sujets, soit totalement ignoré des pédagogues ; ceux-ci, dans l'hypothèse la plus favorable (hypothèse que l'on doit de plus en plus exclure) se contentent de la simple dialectique entre eux-mêmes et leurs propres élèves. En fait, la plupart du temps, ils font leurs cours « ex-cathedra », sans donner d'explications vraiment utiles. Ces disciplines psychologiques et physiologiques devraient être inculquées obligatoirement aux futurs professeurs du second degré, au besoin au détriment de connaissances théoriques approfondies dans la discipline choisie, lesquelles sont à peu près inutiles, à un tel échelon. N'est-il pas anormal, pour ne citer que cet exemple, qu'un professeur de mathématiques, qui doit, pendant toute sa carrière, enseigner la géométrie plane (voire dans l'espace) à un niveau élémentaire, ainsi que la résolution de l'équation du second degré, ait dû acquérir au préalable, des connaissances suffisantes sur l'analyse infinitésimale, le calcul des variations, la topologie, la géométrie différentielle, etc... ? Remplacer, au nom de l'efficacité, ces connaissances inutiles par des connaissances essentielles, indispensables à la connaissance de chaque enfant, serait une mesure on ne peut plus rationnelle !!! De plus une telle formation pour les futurs professeurs aurait pour résultat de faire de lui un spécialiste, avec toute la considération sociale qui s'attache actuellement à ce titre ; il cesserait d'être ce « pion prolongé », ce « Petit Chose » pitoyable, méprisé des potaches, qu'il a souvent été jusqu'à présent. D'autre part, le rendement scolaire et, par voie de conséquence, le rendement universitaire, s'en trouveraient grandement améliorés.

En conclusion de la présente étude, nous dirons qu'il est vain de vouloir étudier le malaise universitaire en laissant de côté l'environnement social; il faut au contraire passer en revue, au moins rapidement, la société globale tout entière, car c'est en elle que l'Université puise ses racines.

En ce qui concerne la loi d'orientation, rédigée sans doute bien trop vite, elle ne dit pas un mot des problèmes posés par le recrutement des maîtres, de même qu'elle passe totalement sous silence les rapports qui doivent nécessairement s'établir entre les organismes de recherches et l'enseignement supérieur. Ces lacunes s'ajoutent bien entendu à celles que nous avons déjà citées. En dépit de quelques aspects positifs, assez réduits, cette loi comporte beaucoup d'inconvénients et laisse entrevoir des perspectives assez sombres pour l'Avenir de l'Education nationale, car elle est fortement marquée de préoccupations démagogiques répétons-le! Il est certes facile de « hurler avec les loups » et de flatter les masses afin de se tailler un succès personnel au Parlement auprès des partis de gauche; il est bien plus difficile de « trancher dans le vif » et de prendre les décisions courageuses qui s'imposent, si impopulaires soient-elles. En fin de compte nous avons de sérieuses raisons d'être pessimistes et de penser que l'Université française est mal partie.

Michel RIMET.



## L'Hérésie du XX<sup>e</sup> siècle de Jean Madiran

Jean Madiran vient d'écrire un livre dont le moins qu'on puisse dire est que c'est un grand livre. Sans doute il a parfois le ton d'un pamphlet, mais on ne voit pas pourquoi un pamphlet ne serait pas un chef-d'œuvre. Oui, *l'Hérésie du XX<sup>e</sup> siècle* est, par certains côtés un pamphlet de la plus rare qualité, parce que toutes les armes dont use ordinairement le pamphlet : indignation, ironie, invective, ne sont jamais employées ici que pour la défense de la vérité. On peut regretter que le fouet de Madiran ne trouve à fustiger que des clercs et même des évêques, mais qu'y faire ? La question est de savoir si lesdits clercs et lesdits évêques l'ont mérité. Or, justice leur est si bien rendue qu'à leur place, on éprouverait une satisfaction profonde de se voir si parfaitement compris. Madiran est un excellent lecteur : en présence d'un texte, il n'en laisse rien passer, rien ne lui échappe. Je ne vois que Péguy qui ait poussé si loin, et avec une pareille finesse, l'art de lire (on voit bien d'ailleurs qu'il a constamment pensé à Péguy tout au long de son analyse, et notamment à Laudet et à l'argent).

Péguy avait aperçu dès le début du siècle les commencements de ce qu'on appelle le *modernisme*. C'est même pour cela que personne aujourd'hui n'ose plus se référer à Péguy : il est un témoin trop implacable. Relisons ces lignes, qui sont de 1909 :

« Que les curés ne croient à rien, ne croient plus à rien, c'est la formule courante aujourd'hui, la formule généralement adoptée, et malheureusement elle n'est injuste que pour quelques-uns. Et l'on ne sait combien sont réellement modernistes. Peut-être les cinq septièmes, et peut-être plus. Ils disent : « C'est le malheur des temps ». C'est une formule. C'est même une formule commode...

« Commode pour masquer la paresse, pour dérober aux autres, à tout le monde, peut-être surtout se dérober à soi-même leurs effroyables responsabilités... Il n'y a pas de malheur des temps. Il y a le malheur des clercs. Tous les temps appartiennent à Dieu. Tous les clercs malheureusement ne lui appartiennent pas. On est épouvanté des énormes responsabilités qu'ils auront à soutenir ; et ils sont peut-être les seuls qui auront à porter, qui soient engagés dans des responsabilités extrêmes. Voilà ce qu'ils ne veulent pas voir... Ce n'est un secret pour personne, et dans l'enseignement même on ne peut plus cacher, sinon peut-être dans l'enseignement des séminaires, que toute cette déchristianisation, que toute la déchristianisation est venue du clergé. Tout le dépérissement du tronc, le dessèchement de la cité spirituelle ne vient aucunement des laïcs. Il vient uniquement des clercs...

« Ils veulent faire faire des progrès au christianisme. Qu'ils se méfient, qu'ils se méfient ! Ils veulent faire faire au christianisme des progrès qui pourraient leur coûter, qui leur coûteraient cher. Le christianisme n'est nullement, il n'est aucunement une religion de progrès ; ni (peut-être moins encore si possible) du progrès. C'est la religion du salut ».

Au temps de notre adolescence, nous pressentions bien que de durs combats nous attendaient. Nous n'entrions pas, nous le savions, dans les voies de la facilité. Nous adhérions du fond de l'âme à une vérité que nos pères avaient abandonnée, croyant assurer par là la victoire de la raison. Et nous, nous voyions très clairement que nous devions d'abord consentir à être vaincus par ce Dieu qui a terrassé Saint Paul sur le chemin de Damas. Et nous nous répétions les paroles admirables de Bos-

suet qui nous rendaient de l'assurance au milieu de notre faiblesse : « Je sais que ce qui est folie selon les hommes est sagesse selon Dieu, et par la même raison, que ce qui est dur et absurde selon les hommes, selon Dieu est consolation et vérité. Je le crois, mon Sauveur, je le crois ; me voilà prêt à prendre au pied de la lettre tout ce que vous dites de plus dur, si vous-même vous ne m'apprenez à le prendre d'une autre manière. Mes sens seraient soulagés par une interprétation plus humaine ; mais si je cherche à la soulager de cette sorte, où vais-je, mon Sauveur, où suis-je entraîné ? Dans quelle incrédulité ! Dans quel éloignement de vos mystères ! Je veux croire, encore un coup, et non raisonner selon l'homme ; et s'il faut rabattre quelque chose de la précise vérité de vos paroles, il faut que vous me l'appreniez vous-même ». Paroles vraiment profondes et beau sujet de méditation pour les hommes d'aujourd'hui ! Nous prenions la vérité de Dieu au pied de la lettre et nous en épelions tous les termes comme une découverte ineffable.

Découvrir dans son adolescence, toutes fraîches et pures les merveilles de la foi et celles de la culture humaine, voilà ce que ne semblent pas soupçonner nos modernes étudiants, qui se livrent aujourd'hui dans leurs facultés à de misérables contestations. Il n'y a pas de risque qu'elles leur fassent jamais découvrir quelque chose ! Des professeurs, qui avaient une dignité quasi sacerdotale, nous apprenaient sur les bancs de Louis le Grand à découvrir les trésors de la culture.

Mais nous avons un autre pédagogue, c'est l'Eglise, qui nous instruisait à travers sa liturgie des vérités éternelles. Que de fois il nous est arrivé d'entrer dans quelque-une de ces églises silencieuses, amarrées au bord de nos rues estudiantines, et là Dieu parlait à notre cœur dans son langage ineffable.

Mais déjà, avant d'avoir été sensibles aux cris d'alarme de Péguy, nous savions que la cause de la foi et celle de la culture étaient liées ensemble et que toutes deux se trouvaient ensemble menacées. Nos pères, pour avoir trop bu aux eaux amères du rationalisme avaient perdu

le sens de l'Être, et nous avaient légué un scepticisme où certains voyaient l'expression même de l'esprit français, mais que nous repoussions de toutes nos forces, tant nous nous sentions mordus au cœur par le goût de l'absolu. Nous avons beau regarder autour de nous, nos aînés nous paraissent avoir des raisons de vivre trop médiocres. Nous nous répétons le mot du Psalmiste : *Diminutæ sunt veritates a filiis hominum* et nous trouvons qu'il s'appliquait parfaitement aux hommes de notre temps, car ils avaient perdu le sens de la vérité. Péguy, de sa voix prophétique, nous disait bien que la déchristianisation, — et avec elle la dégradation de toutes les valeurs spirituelles — n'avait pas d'autre responsable que le clergé. Nous ne voulions pas croire que l'Eglise n'aurait pas conscience d'être dépositaire du plus grand des trésors, du trésor dont les hommes ont vécu depuis les origines du christianisme et qui lui-même était comme le couronnement de toute la culture païenne. Héritiers nous-mêmes de ces richesses méconnues par nos aînés, nous voulions consacrer notre vie à cette renaissance, et nous pensions trouver malgré tout dans cette tâche l'appui de l'Eglise qui, au cours de l'histoire, a toujours non seulement défendu la vérité qu'elle a pour charge de définir et de préserver, mais encore sauver les valeurs humaines qui méritent d'être sauvées. Gravement affaiblie par la Renaissance, la Réforme et la Révolution, elle gardait néanmoins un prestige considérable. Il ne s'agissait pas d'aménager la doctrine de l'Eglise afin de la mettre au goût d'une science en perpétuel devenir, mais de sauver les âmes. Nous espérions donc que l'Eglise allait se dresser, armée de sa sainteté, pour jeter dans les débats ténébreux du monde moderne l'éclat de la lumière éternelle. La bataille, pensions-nous, serait chaude, mais l'Eglise nous paraissait de taille à remporter la victoire.

Le récent Concile nous jeta dans la déception et l'inquiétude. Nous eûmes le spectacle d'une Eglise incertaine de sa foi, remettant en question les points de doctrine jusqu'alors considérés comme incontestables. On n'osait plus parler ni du péché, ni du péché originel, ni de l'en-

fer, ni de la virginité de Marie. Les textes sacrés recevaient les plus étranges traductions. On préférait traduire le mot « *Consubstantialem* » par un contresens pour satisfaire les théologiens de la nouvelle vague, alors que pour ce seul mot des chrétiens avaient consenti à subir le martyre. Bien plus, on contestait le dogme de la transsubstantiation auquel de trop nombreux prêtres donnaient un sens luthérien. Il n'y avait pas de doute, l'Eglise catholique traversait une crise de foi, une des plus graves de son histoire. Sous prétexte de respecter l'œcuménisme, on interprétait dans un sens *naturel* les dogmes qui perdaient leur sens *sacré*. L'Eglise, sans s'en rendre compte, devenait une société de secours mutuels. « Nous sommes, disait-on, dans une période de recherche ». Dès lors, nous ne pouvons rien affirmer qui risque de choquer les protestants ou les orthodoxes, ou même les francs-maçons ou les incroyants. Au grand scandale de la chrétienté, les évêques ne disaient mot, eux dont le rôle est de veiller à l'unité et à l'intégrité de la foi. Les audaces les plus choquantes touchant la foi et les mœurs s'autorisaient de leur silence. Paul VI avait beau dans une audience publique s'écrier que l'Eglise était en train de travailler à sa propre auto-destruction, il ne recontraît que de la dérision. Certains évêques même osèrent le blâmer quand il salua la Sainte Vierge du titre de Mère de l'Eglise. Tout ceci s'accompagnait d'une grave crise d'autorité : certains prêtres tranchaient de la doctrine sans tenir compte de l'enseignement de l'Eglise. L'Eglise devenait une démocratie dans le sens le plus détestable du terme.

Quoi qu'on en pense, beaucoup d'incroyants même étaient scandalisés aussi bien que les catholiques. Durant ces tristes débats un ami me disait à peu près ceci : « Que fait donc l'Eglise catholique ? Nous autres incroyants, pour qui le mystère de la destinée de l'homme demeure un problème impénétrable, nous tenions quand même les yeux fixés sur elle dans une interrogation muette, et malgré tout, sans le dire, nous mettions notre espoir en elle. Mais maintenant, à notre grande déception, elle nous donne le spectacle d'un véritable gâchis.

Vous remettez en question des points de doctrine que nous respectons sans y adhérer tout à fait. Le respect n'est-il pas le commencement de la foi ? Vous abandonnez la langue sacrée de l'Eglise que vous remplacez par des traductions parfois détestables. Jusqu'alors nous aimions, sans trop nous en rendre compte son intransigeance même. Naguère elle affirmait et elle condamnait. Aujourd'hui elle ne fait ni l'un ni l'autre, comme si elle avait peur de la vérité qu'elle annonce, comme si elle craignait de proclamer cette vérité comme divine alors que justement c'est à une vérité divine que nous aspirons. Vous avez peur de vous trouver anachroniques ; mais vos efforts pour faire faire des progrès à votre religion nous paraissent risibles ».

Voici donc l'hérésie installée au cœur de l'Eglise et la hiérarchie s'en accommode sans doute, puisqu'elle ne dit rien. Le livre de Madiran dénonce avec force cette hérésie qu'il trouve officiellement exprimée dans le Bulletin officiel de l'Evêché de Metz en ces termes :

« La mutation de ce que nous vivons entraîne des changements non seulement dans notre comportement extérieur, mais dans la conception même que nous nous faisons tant de la création que du salut apporté par Jésus-Christ. Les remises en question les plus fondamentales engagent non seulement une nouvelle pastorale, mais, plus profondément, une conception plus évangélique — à la fois plus personnelle et plus communautaire — du dessein de Dieu sur le monde ».



Qu'est-ce donc ces remises en question *les plus fondamentales*, sinon la révision des points de foi les plus importants ? Pour donner un exemple, certains exégètes ont déclaré la guerre aux pages de l'Evangile qui retracent l'enfance et la vie cachée de Jésus (dans St Matthieu et dans St Luc). A leur sens, ces passages sont simplement de la mythologie. En ce qui concerne la théologie, on comprend pourquoi les Souverains Pontifes qui se sont succédé sur le siège de Pierre depuis un siècle ont

demandé formellement que le thomisme servît de base dans les séminaires à l'enseignement philosophique et théologique. Le thomisme est le remède à toutes les divagations doctrinales qui ont fleuri sur le terrain de la science moderne. Le thomisme enseigne que la vérité est dans les choses avant d'être dans l'intelligence de sorte que la connaissance est *adæquatio rei et intellectus* : c'est-à-dire l'adaptation de l'intelligence à l'objet et non l'inverse. Les concepts que l'esprit forme à partir de l'objet y sont en puissance et c'est par eux que le réel nous devient intelligible. La philosophie moderne est issue de Kant et de Hegel et de Marx. Ces philosophes sont des idéalistes, pour qui la connaissance ne peut rien atteindre hors d'elle-même. Il faut lire et méditer dans le livre de Madiran le « Préambule philosophique », où se trouve analysée la position philosophique de l'Eglise d'aujourd'hui, qui s'est laissé bernier par les erreurs des philosophes modernes au lieu de s'attacher aux principes de Saint Thomas et à leur vigoureux réalisme. Sa conclusion est simple : « L'épiscopat français a philosophiquement tout abandonné et tout perdu à partir du moment où il a énoncé « la philosophie moderne pose des problèmes nouveaux ». Il nous a simplement fait assister à une opération frauduleuse. Car on a commencé par nous dire qu'il s'agissait simplement de donner une *formulation* nouvelle à des vérités éternelles. Puis petit à petit nous nous sommes aperçus qu'on s'en prenait à ces vérités éternelles mêmes. Bref il s'agit positivement d'édifier une religion nouvelle, et « l'ouverture au monde », qui semble avoir été le mot d'ordre de Vatican II, n'est autre chose qu'une socialisation. L'évêque de Metz le dit en propres termes : « La socialisation n'est pas seulement un fait inéluctable. *Elle est une grâce* ». On se demande si sous la plume d'un évêque français le mot *grâce* conserve encore un sens, un évêque qui n'est pas sans savoir quelles ruines ont accompagné la socialisation dans les pays où elle s'est établie : ruines politiques, ruines culturelles, ruines sociales, ruines spirituelles. Cet évêque estime que la socialisation est une *grâce*. Le danger que nous courons aujourd'hui n'avait

pas échappé à Pie XII qui, en 1952, nous mettait en garde en ces termes contre la socialisation :

« Il faut empêcher la personne et la famille de se laisser entraîner dans l'abîme où tend à la jeter la socialisation de toutes choses, socialisation au terme de laquelle la terrifiante image du Léviathan deviendrait une horrible réalité. C'est avec la dernière énergie que l'Eglise livrera cette bataille, où sont en jeu des valeurs suprêmes : dignité de l'homme et salut éternel des âmes ».

Le clergé dans sa majeure partie ne croit pas à ce danger, faute d'une formation intellectuelle suffisante. Il glisse sans crainte sur une pente qui le mène tout droit au marxisme. Les membres les plus habiles du clergé ont déjà leur siège fait : puisque, pensent-ils, l'évolution de la société nous conduit inévitablement au marxisme, pourquoi alors contracter des alliances avec la gauche, et notamment avec les communistes, que Pie XI disait « intrinsèquement pervers ». C'est à cela qu'aboutit l'ouverture au monde.

On lira ce livre de Madiran parce que c'est un livre capital pour l'histoire de la pensée, et spécialement pour l'histoire de la pensée religieuse moderne. J'entends dire un peu partout que ce livre est excessif, que les choses ne sont pas si graves que Madiran les voit, que l'épiscopat manque peut-être de brillant intellectuel, mais qu'il fait honnêtement son métier d'épiscopat. Mon cher Madiran, je vais vous faire une confession. Je ne juge pas notre épiscopat. Je veux bien croire que nos évêques sont pleins des meilleures intentions ; mais il n'est pas non plus commode d'être un chrétien de l'espèce la plus ordinaire. A ces pécheurs Dieu demande d'être des saints. Or, il n'est pas facile d'être des saints dans une église où nous voyons les évêques avoir à ce point honte d'eux-mêmes et de leur Eglise, cette Eglise qui a honte de son histoire et de la bataille de Lépante. Honte de ses mystères et de ses dogmes. Honte de sa liturgie et de sa théologie. Honte de ses saints et notamment de la Très Sainte Vierge. Honte du rôle qu'elle a joué dans la civilisation occidentale pour laquelle les clercs n'ont pas assez de sarcasmes. Alors la tentation est très forte



pour un chrétien qui a donné la première place dans son cœur à tout ce que l'Eglise rejette avec mépris aujourd'hui, oui la tentation est très forte de s'enfoncer dans le silence pour y attendre la mort. Vous voyez donc, mon cher Madiran, que vous n'avez été ni trop dur ni trop sévère. Vous avez été vrai, hélas ! Vous connaissez ce texte de Péguy (je crois d'ailleurs que vous le citez) : « C'est sans doute le plus beau coup du modernisme et du monde moderne que d'avoir en beaucoup de sens, presque dans tous les sens, rendu moderne le christianisme même ». Faute d'un grand évêque qui ait le courage de prononcer avec force les mots que l'on attend, Madiran, vous élevez la voix pour venger l'Eglise des outrages qu'elle subit. On ne peut en vouloir à cette voix de prendre l'accent de la colère, parce que cette colère ne fait que traduire un grand amour.

André CHARLIER.

## La course aux Matières Premières

Dans un tiers-monde qui s'industrialise donc qui se saturera et fera de moins en moins appel aux grands fournisseurs occidentaux, la France peut-elle profiter de ses richesses naturelles mieux qu'elle ne le fit jusqu'à présent ? Ce n'est qu'une question de volonté et, surtout, de connaissance des véritables problèmes économiques internationaux. Jetons d'abord un rapide coup d'œil d'ensemble avant de citer quelques exemples précis.

La production industrielle, pour les derniers chiffres officiels connus (1966), est chiffrée à 257 milliards de dollars pour les Etats-Unis et 174 milliards de dollars pour l'U.R.S.S. Viennent ensuite l'Allemagne avec 53,8, la Grande-Bretagne avec 43 et la France avec 38,7, toujours en milliards de dollars.

Aucune comparaison logique n'est à établir entre les deux premiers et les trois suivants. Les Etats-Unis totalisent 200 millions d'habitants pour 10 millions de km carrés, et l'Union Soviétique 240 millions d'habitants pour 21 millions de km carrés (France : 50 millions d'habitants pour 550.000 km carrés). Il faut retenir de ces chiffres qu'à évolution similaire, l'importance de la production industrielle des deux géants est essentiellement due à une immense superficie secrétant des matières premières indispensables à l'industrie. L'Allemagne fédérale n'a que 245.000 km carrés pour à peine 60 millions

d'habitants mais, classiquement, sa sidérurgie se situe à un haut degré de productivité grâce à la conjonction fer-charbon, richesses naturelles nationales bien exploitées qui la hissent au premier rang de l'Europe occidentale.

*La technologie au secours de la matière première.*

Contrairement à ce qui a été dit et trop répété, les progrès de la technologie ne sont pas uniquement le fait de cerveaux tournés plus que d'autres vers la recherche, mais à la nécessité de découvrir des procédés et des utilisations nouveaux pour transformer une matière première dépassant les besoins à son stade élémentaire, en une multitude de dérivés divers utiles et vendables. Les utilisations de l'acier, une fois satisfaites, vinrent le fil de fer, les armatures d'immeubles, etc..., celles du pétrole plafonnant, la pétrochimie trouva le nylon, les plastiques, les insecticides, etc... Avec les mêmes matières, trop abondantes pour les laisser perdre, il fallut s'adresser à la science pour multiplier les débouchés commerciaux. Si l'acier et le pétrole ne couvraient que les besoins essentiels primaires, la technologie serait limitée à la seule utilisation majeure du produit. Il n'y a donc pas « défi » de la technologie, mais simplement un « impératif » commercial favorisé par l'esprit *businessman*. D'où l'importance capitale de posséder, en sources directes, le maximum de matières premières.

Un seul exemple. Si le pétrole n'avait pas été connu en France depuis Louis XV qui lui donna ses premières lettres-patentes, l'Alsacien G.A. Hirn, n'eût pas été le créateur, en 1854, de la première industrie pétrolière du monde. La présence de la matière première à portée de la main oblige les cerveaux à travailler pour en tirer de multiples usages donc des profits (1). Sans le pétrole de Pechelbronn, aujourd'hui épuisé, la France n'eût pas compté de véritables novateurs de l'industrie chimique. Or, l'Europe occidentale, à part le charbon et le fer à teneur moyenne, n'a pas grand chose comme autres matières premières — peut-être par défaut de prospections

sérieuses — bien qu'elle soit la partie du monde la plus industrialisée après les Etats-Unis ; elle est donc importatrice de ses conditions de travail (ce fut l'origine des colonisations)... Elle n'est plus vraiment indépendante.

La question est de savoir si, entre deux géants regorgeant de matières-conditions de travail donc de techniciens, l'Europe occidentale, et la France en particulier, peuvent tirer de leurs entrailles davantage de matières favorisant les activités indigènes développant l'emploi et évitant de céder à la lourdeur de certains changes onéreux.

Quelques mots d'explication sont nécessaires.

#### *Recherche de l'inventaire du sous-sol européen.*

Charles Baron, ingénieur et député, président de la commission des mines et de la force motrice, président de la commission du pétrole, écrivit en 1934 : « *L'inventaire du sous-sol français reste à faire* ». Ce technicien n'était pas seulement un théoricien, il avait prospecté le pétrole avec les Russes à Bakou et à Grozny. Un tiers de siècle plus tard, cet inventaire reste toujours à faire... S'il a été établi, les résultats demeurent dans le domaine confidentiel.

Pourquoi ?

Quand une société américaine a découvert le pétrole landais en 1954, les services compétents ne manifestèrent pas de surprise ; la présence du pétrole dans le sud-ouest était connue depuis 1913 et avait fait l'objet de rapports nouveaux en 1923. Or, nos ingénieurs des mines savaient qu'ils marchaient sur une matière première indispensable à la France et lui faisant défaut. Malgré de nouvelles identifications dans la région, la production a baissé de près de 100.000 tonnes en 1968. Mais l'Espagne activement prospectée par des sociétés hispano-américaines, s'est inscrite, pour la première fois en 1967, dans la liste des producteurs pétroliers. Donc, il ne suffit pas de posséder des matières indispensables aux économies nationales, encore faut-il que des cartels internationaux donnent la permission de les exploiter.

Il n'est pas question, ici, d'établir un historique ; sachons simplement que le pétrole du monde entier, à deux petites exceptions près sans importance, est sous le contrôle direct ou indirect des Américains et des Britanniques pour le monde dit libre, alors que l'U.R.S.S. règne sur les pays socialistes d'Europe orientale, et moins sur la Roumanie dont la production pétrolière, *et elle seule* (15 millions de tonnes) permet à Bucarest de prendre quelque distance à l'égard de la suzeraine soviétique. Le pétrole est, partout, le roi des activités modernes.

En dehors de cette stratégie diplomatique du pétrole, les grands pétroliers tiennent, par divers truchements, un monopole depuis les sources jusqu'à la distribution pour des causes moins « nobles » ; pour eux, il s'agit de maintenir des cours hautement rémunérateurs, d'où leurs « interventions discrètes mais efficaces chaque fois qu'un concurrent du pétrole émet la prétention de bousculer les approvisionnements de leurs circuits commerciaux ». L'Europe occidentale étant, de loin, la première cliente des grandes sociétés pétrolières (besoins : 490 millions de tonnes que les planistes prévoient avec 50 % d'augmentation pour 1975) aucune velléité d'indépendance énergétique ne pouvait lui être consentie. Cela dure depuis plus de cinquante ans et, ce qui est vrai pour le pétrole, l'est pour d'autres matières premières régies par des ententes internationales qu'il s'agisse de fer, de nickel, de cuivre, d'étain, de bauxite, etc... et même de fruits et de blé dur.

En dehors de petites découvertes de minerais secondaires rares, exploités parce qu'ils ne gênaient personne et pas toujours dans des conditions orthodoxes (l'Etat est maître du sous-sol), nous n'avons pas connaissance de révélations importantes en ce qui concerne un « garde-manger » minéral français. Le malheur veut que, lorsqu'une richesse nationale donne satisfaction autant pour l'industrie que pour l'emploi, les affaires et la « rentabilité », coiffent parfois ces ressources au profit d'une dépendance étrangère. Evoquons la Mauritanie et la Lorraine pour mieux comprendre les batailles de la matière première et leurs incidences.

*Un désert français devenu un riche producteur indépendant.*

La Mauritanie n'était qu'un vaste désert pour l'opinion publique lorsqu'elle s'intégrait dans le domaine colonial français. Cela ne signifie pas que des prospecteurs discrets ignoraient les ressources du pays puisque le géologue Jacquet y fut mystérieusement assassiné. Quand cette partie du Sahara occidental se transforma en République islamique de Mauritanie, indépendante, et que M. Moktar Ould Daddah en devint le président, un consortium international (y compris le groupe Rothschild) « découvrit » la Mauritanie dont l'aide au sous-développement et la sécurité sont assurées par la France. Notre ancienne colonie se révéla rapidement une des plus gigantesques réserves de fer du monde prise en ferme par *Miferma*. Gisements à ciel découvert, et fer d'une teneur de 75 %. Ce minerai rendu Dunkerque accusait une meilleure rentabilité que le fer de Lorraine malgré le transport maritime et la douane. Et commença la fermeture des mines de fer lorraines avec le licenciement des mineurs. *Miferma* en pleine exploitation, *Micuma* entra en activité... fort heureusement, il n'y a pas de mines de cuivre en France. Ensuite viendra *Mipétroma*... Ces mœurs permettent de jauger la fragilité économique de la France et de l'Europe occidentale toujours dépendantes de la bonne volonté étrangère parce que ses matières premières propres sont sacrifiées par un *business* trouvant dans les pays sous-développés une main-d'œuvre bon marché et, souvent, des dirigeants locaux « compréhensifs » ou à court d'argent...

Perspectives à court terme ?

Le président Moktar Ould Daddah estime que les exploitants des minerais de son pays laissent une part trop maigre de bénéfices à l'économie mauritanienne. N'ayant pu leur faire entendre raison, il évolua, se rendit dans les pays progressistes-frères (à Alger, au Caire notamment) soutenus à la fois par l'U.R.S.S. et la Chine de Pékin. Au début de 1968, des techniciens chinois accompagnant un matériel de recherches débarquèrent à Nouak-

chott et déclarèrent s'intéresser à la Mauritanie. La Chine aux 710 millions d'habitants, subissant le blocus économique des U.S.A. et le boycott soviétique, est vivement attirée par les richesses minérales de l'Afrique. Qui sait si, un jour, la France n'ira pas rechercher les mineurs lorrains reconvertis pour rouvrir ses mines de fer ?

Ce qui est une vérité pour le fer, l'est pour le carburant malgré le sévère avertissement d'une entreprise nationalisée, *l'Electricité de France*, qui, en 1963, après avoir établi un bilan des nécessités énergétiques de la France s'adressa ainsi aux dirigeants de l'économie française : « *Que ferait la France si, demain, elle ne disposait pas d'approvisionnements SUFFISANTS et SURS en hydrocarbures ?* » Hydrocarbures, c'est-à-dire pétrole et gaz naturel.

En 1968, les besoins de la France furent de 73 millions de tonnes de pétrole pour une consommation intérieure de 62,9 millions de tonnes, alors que la production française ne s'éleva qu'à 2,6 millions de tonnes. Le V<sup>e</sup> plan prévoit des besoins nationaux entre 65 et 77 millions de tonnes pour 1970, et entre 84 et 104 millions de tonnes pour 1975. Donc une économie de plus en plus tributaire de l'étranger devant la menace d'un *pool* du pétrole arabe (d'Alger à Bagdad) fournisseur à plus de 90 % de l'Europe occidentale, sans compter les éventuelles complications de ravitaillement dans le cas de nouveau conflit au Moyen-Orient.

#### *Une course aux trésors à organiser.*

Le pétrole existe en France et on le sait depuis plus de deux tiers de siècles (2). La consigne consiste à faire semblant de le chercher, d'en faire jaillir, ici et là, quelques milliers de tonnes pour éviter l'accusation d'impéritie, mais sans aller plus avant afin de ne pas chagriner les importateurs. Où gît ce pétrole ? En Lorraine, des Deux-Sèvres jusqu'aux Pyrénées (sud-ouest insuffisamment prospecté), région lyonnaise, dans les Corbières, région parisienne et, en *off shore*, dans le Golfe du Lion

et le Golfe de Gascogne. Ces gisements ne se révéleront peut-être pas aussi importants que ceux d'Arabie ou de Libye, mais la somme d'une multitude de moyennes exploitations doit donner un tonnage national intéressant.

Admettons que cette production ne couvre pas les besoins français ; elle pourrait être complétée par une production de carburant de synthèse dû à la distillation des schistes bitumeux et de la houille, carburant de meilleur rendement énergétique que l'essence de pétrole. Ne cachons pas que nous abordons là, un des drames politico-économiques les plus sombres de notre temps.

Deuxième productrice mondiale de pétrole, l'U.R.S.S. ne laisse rien perdre et extrait des schistes bitumeux d'Estonie une quinzaine de millions de tonnes de carburant de synthèse. La Chine populaire tire une partie de ses besoins en carburant par le même procédé. L'Afrique du Sud a résolu le problème dans le même ordre d'idée, avec ses houilles maigres, sur une échelle nationale ; son carburant, le *sasol* (produit par *Sasol Marketing Cy Ltd*) donne des sous-produits très recherchés.

Les carburants de synthèse ne sont d'ailleurs pas inconnus mais sous d'autres formes. Pour écouler ses surplus d'alcool agricole, la France, jusqu'en 1956, autorisa un carburant ternaire composé de 75 % d'essence de pétrole mélangé avec 15 % d'éthanol (alcool éthylique) et 10 % de benzol. Ce carburant, choisi de préférence par les coureurs automobilistes pour son meilleur rendement énergétique, devint rapidement l'ennemi n° 1 des pétroliers frustrés de la vente de 25 % d'essence, et aussi du ministère des finances supportant un manque à gagner de 0,40 F par litre de carburant. (Actuellement, l'Etat prélève, en impôts et taxes, 0,83 F par litre d'essence super, soit plus de quatre fois la valeur du produit fini (0,1541)). La Suisse, Cuba, etc... incorporèrent aussi leur alcool agricole à l'essence sans que les usagers s'en plaignissent. Bref, les carburants de synthèse par mélanges ont déjà fait leurs preuves ; reste le carburant de synthèse pur sans recours à l'essence de pétrole.

La France peut produire ce carburant de synthèse, car elle possède des milliards de tonnes de schistes bitumeux



sauvagement étouffés depuis plus d'un siècle, des charbons maigres et des charbons gras qu'elle stérilise en fermant les mines et en réduisant les mineurs au chômage. Plus la houille traitée par distillation est riche, plus la quantité de carburant produite est grande. *La région du nord, la plus touchée par le marasme minier, pourrait être dotée d'industries nouvelles de carburants de synthèse facilitant des débouchés pour l'emploi.*

Il faut savoir sérieusement si de sordides combinaisons internationales doivent imposer à notre pays la stérilisation de richesses naturelles dont l'exploitation devrait le mettre à l'abri de chantages étrangers comme ceux qui se perpétuent avec l'Algérie.

Nous luttons depuis un tiers de siècle pour des ressources nationales en carburants, seule garantie de la pérennité du travail et de la véritable indépendance nationale. Un éminent ingénieur pétrolier, Albert Guiselin, écœuré des collusions dont il était le témoin, joignit ses efforts aux nôtres. L'évolution internationale, les événements intérieurs récents, sont des facteurs urgents militant en faveur de la création de ces activités nouvelles.

#### *Le carburant. ininflammable existe...*

De nombreux procédés pour extraire un carburant des schistes bitumeux et de la houille existent dans divers pays. Les chimistes ont partout du talent. En France, dès 1810, le gaz était tiré expérimentalement des schistes bitumeux français... Fixons notre attention sur le procédé de M. Jean Makhonine qui date d'une quarantaine d'années ; nous l'avons expérimenté, il a une curieuse histoire et, de surcroît, il a fait ses preuves, *enfin il est ininflammable.*

M. Makhonine, Russe fixé en France depuis 1920, ingénieur de l'école polytechnique de Moscou est, en outre, l'inventeur du premier avion à ailes rentrantes (réalisé en France). C'est un grand monsieur dans toute l'acceptation du terme, personnellement très riche se refusant à toutes les combinaisons douteuses aujourd'hui très âgé et retiré de toute activité.

Devant quelques confrères journalistes, il emplit le réservoir d'une automobile avec son carburant synthétique, nous promena un moment, s'arrêta, sortit une botte de paille, y mit le feu, pompa le carburant de son réservoir avec lequel il éteignit les flammes. Cette expérience, répétée devant d'autres personnes, se déroula après la deuxième guerre mondiale, c'est-à-dire après une pénurie de carburant que tous les Français ressentirent pendant l'occupation. L'ingénieur russe croyait que la dure leçon récente rendrait nos compatriotes plus lucides. Il connaissait la force des puissances économiques contre lesquelles il devait lutter pour imposer son carburant ; il ne comptait plus que sur l'opinion publique alertée par les menaces planant sur les commodités de chacun... Car il lutait depuis plus de vingt ans...

Le 10 janvier 1925, *L'illustration* (organe important de diffusion internationale) publia une lettre de M. Makhonine adressée à Paul Bénazet, ministre de la guerre, dont nous extrayons : « ...*J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir porter à la connaissance du gouvernement que je serais heureux d'offrir GRACIEUSEMENT à la France pour la remercier de son hospitalité, le droit d'utiliser, pour les besoins de la défense nationale, le procédé de mon invention qui permet de substituer les huiles lourdes minérales ou végétales, à l'essence dans les moteurs à explosion...* » L'inventeur, en dehors de ce cadeau, entendait se réserver l'exploitation civile du carburant synthétique. Politiquement et économiquement, une sourde et magistrale offensive se déclencha contre Makhonine, mais le président de la république, Gaston Doumergue, et le général Nollet, nouveau ministre de la guerre, obtinrent que des essais officiels fussent entrepris.

Les rapports sur ces essais existent encore, des témoins aussi, dont le lieutenant de vaisseau Bion, ancien chef des services des recherches scientifiques à l'état-major de la marine où régnait une moralité plus grande que dans d'autres secteurs. Rapports enthousiastes des marins quant au rendement énergétique, etc... Passons sur les considérations techniques.

Les essais tentés ensuite dans l'aviation (Le Bourget, Buc) furent moins probants ; carburant honteusement truqué, réservoirs vidés subrepticement, etc... afin que les rapports de l'Air ne corroborent pas ceux de la marine. Les camions de livraisons de magasins de la Samaritaine roulaient déjà avec le carburant Makhonine fabriqué dans la petite usine de Saint-Maur, il fallait stopper au plus tôt cette vulgarisation.

Jean Makhonine refusait d'intéresser des clans à la réussite de son carburant, mais son invention provoquant quelque bruit le ministre Maurice Bokanowski (père du ministre de la V<sup>e</sup> république) convoqua l'inventeur. Leur conversation peut se résumer ainsi :

Le ministre : « *Si j'autorise la fabrication de votre carburant, on dira que j'ai un intérêt dans votre affaire* »...

Makhonine, du tac au tac : « *Si vous ne l'autorisez pas, on dira que vous avez cédé à la pression des pétroliers...* »

Maurice Bokanowski, eut, tout au long de sa carrière ministérielle un comportement spécial très remarqué en faveur des pétroliers sur le plan parlementaire. En définitive, l'autorisation de fabrication fut refusée ; en 1934 l'usine de Saint-Maur ferma ses portes et, en septembre de la même année, intervenait la dissolution de la *Compagnie des carburants Makhonine*.

La justice immanente existe peut-être, puisque le ministre Maurice Bokanowski périt carbonisé dans un accident d'aviation alors que le carburant Makhonine était ininflammable...

Le pétrole prenant de plus en plus d'importance dans l'économie moderne, après la seconde guerre mondiale M. Makhonine reprit son idée sabordée en 1934. Il obtint un *brevet international* le 14 juin 1963 (PV 938 158, n° 1.367.716 — C 10 B) et créa la *Compagnie des charbons liquides par le procédé Makhonine*. Depuis, mutisme malgré des essais de reprise de contact avec l'inventeur devenu furtif, extrêmement circonspect, voire inquiet. Vendit-il son invention à quelqu'un ? A l'étranger ? Après en avoir offert la gratuité à la défense nationale française ? Que des ministres repoussèrent bien que la France fail-

lit perdre la guerre en 1917 faute de carburant, que la pénurie s'installât de 1940 à 1944, que le rationnement sévit en 1956 quand l'obstruction du canal de Suez suivit l'expédition franco-britannique en Egypte?....

Curieuses conceptions de l'intérêt public... et quel silence sur la découverte de minerais uranifères au Maroc avec la participation de sociétés françaises!!!

Plusieurs pays étant entrés délibérément dans l'ère du carburant de synthèse où en sommes-nous aujourd'hui?

*Les premiers producteurs mondiaux se lancent dans le carburant de synthèse.*

La raréfaction de carburant hante en permanence des gouvernements... même dans la nation en tête de la production mondiale. L'histoire devient captivante.

Pendant la guerre, en 1940, les Etats-Unis, redoutant une disette de pétrole due à la difficulté des transports maritimes surveillés par les sous-marins, autorisèrent, sur avis du ministère de l'Intérieur de Washington, la *Fondation de la Recherche de l'école des mines du Colorado* à créer des usines, à Rifle, pour la recherche du meilleur carburant de synthèse capable de remplacer l'essence de pétrole. Coût de l'établissement : vingt millions de dollars. La guerre terminée, les relations internationales redevenant normales, les sociétés pétrolières effectuèrent de scandaleuses pressions sur le gouvernement pour mettre fin aux recherches de Rifle afin de parer à toute concurrence. Ce n'est qu'en 1956, sous la présidence du général Eisenhower, que la Fondation du Colorado reçut l'ordre formel de fermer ses portes ; Foster Dulles, secrétaire d'état aux affaires extérieures, était, ainsi qu'il le démontra au Liban et en Libye, très lié avec le premier grand trust pétrolier américain.

Les nuages s'accumulent sur le Moyen-Orient premier réservoir de pétrole du monde (60 % des réserves connues). Des mauvaises volontés arabes se dressant contre les sociétés occidentales exploitant le pétrole en pays musulmans, la crainte de nouvelles complications se manifesta à nouveau. Aussi, en 1964, la *Fondation de la*

recherche de l'école des mines du Colorado revint-elle en mémoire, et reçut-elle l'autorisation de reprendre ses activités. La première de ses trois usines, celle d'Anvill Point, fut réaménagée. Cette fois, ses commanditaires sont de puissantes sociétés pétrolières américaines dont *Mobil Oil*, *Standard Oil Cy of New Jersey* (par l'intermédiaire de sa filiale *Refining Co*) et *Humble Oil*. Première mise de fonds : deux millions de dollars. Si les premiers trusts pétroliers américains s'intéressent à un carburant de synthèse après l'avoir déloyalement combattu, l'indice vaut la peine d'être médité pour un proche avenir.

Cette initiative U.S. s'accompagna d'une autre réalisation. La *Standard Oil Cy of Ohio*, *The Oil Shale Corp.* et *Cleveland Clifts Iron Cy* s'associèrent pour l'exploitation des schistes bitumeux de Parachute Creek (Colorado).

Depuis, en 1967, d'autres sociétés américaines, *Gulf Oil Corp.*, *Sun Oil Co* et encore *S.O. Ohio*, se lancèrent dans l'exploitation des schistes bitumeux pour la production d'un carburant synthétique et, de son côté, la *Contentinal Oil* déclara avoir acheté une importante compagnie de charbonnage la *Consoladition Coal* dans le même but. D'autres sociétés chimiques américaines (dont *Cameron and Jones*) s'installent dans les schistes bitumeux du Brésil (à Curitiba), etc...

### *Et la France ?*

Cette France qui dispose de gisements considérables de schistes bitumeux, de houillères qu'elle stérilise, de l'invention du meilleur procédé de carburant de synthèse ininflammable, que fait-elle pour s'insérer dans ce courant mondial, éviter dix ans de retard et se libérer de la tutelle étrangère dans ce domaine ?

Ce qui suit n'est pas une plaisanterie...

*Erap*, trust étatique pétrolier français, et la *S.N. Aquitaine* société mixte à majorité de l'Etat, deux établissements richissimes à vocation commerciale, ont souscrit chacun une participation de 6 %... dans le consortium américain qui exploite les schistes bitumeux de Parachute Creek au Colorado...

Carence dans la recherche pétrolière, étouffement systématique du carburant de synthèse, travail d'une technocratie irresponsable pourtant royalement rémunérée pour servir le pays.

Les régions françaises minières où sévit le marasme économique devraient avoir leur mot à dire dans ces incohérences quand l'économie nationale dépend à 95 % des importations de carburants et que onze millions de voitures roulent en France.

Pierre FONTAINE.

---

(1) Le Japon est l'exception qui confirme la règle. Plus de cent millions d'habitants sur 368.000 km carrés permettent une abondance de main-d'œuvre payée à tarif bas mais en harmonie avec le coût de la vie. Le Japon, importateur des matières premières, est l'épouvantail des pays industrialisés par son expansion économique prodigieuse dans tous les domaines. *Un esprit pionnier extraordinaire.* Sa production industrielle comparée aux chiffres précédemment cités, ne s'élève pourtant qu'à 28 milliards de dollars.

(2) Cf. *L'Aventure du pétrole français*, du même auteur (*Les Sept Couleurs*).

(3) L'auteur a personnellement alerté des dirigeants de syndicats de mineurs sur ce problème qui eût combattu le chômage dans les houillères. *Etrange silence.*

# Echec de l'Art Abstrait

## I

*« L'œuvre d'art, étant en soi une réalité abstraite, demande à être constituée d'éléments inventés. »...*

(F. Kupka)

En conclusion d'un entretien télévisé, interrogé sur le sentiment qu'il avait de la situation de l'art contemporain, le peintre américain, Mark Tobey, dont l'opinion ne saurait être récusée par les partisans des formes d'expression réputées les plus « progressistes », disait considérer cette situation *comme totalement désespérée*, aussi désespérée que lui apparaissait le sort de notre civilisation technocratique et de consommation. La souriante ironie, avec laquelle cet artiste — qui se représente l'homme tel un vibrion vu sous un microscope — accueillait l'hommage implicite qui lui était rendu, était à la mesure sans doute de l'opinion que ce peintre novateur paraissait avoir de l'efficacité de ses propres tentatives ! De telles déclarations sont sans ambiguïté. Elles ne sauraient, cependant, incliner aucun esprit positif, enclin à s'en tenir à la réalité des faits, attendant d'une œuvre d'art autre chose que les recommandations et les savantes exégèses destinées à conférer à cette œuvre une signification qu'elle ne comporte pas.

M'excusant d'invoquer un témoignage personnel, je demande à mes lecteurs, ceux qu'intéresserait cette nouvelle prise de position, de bien vouloir se reporter à une

série d'articles, publiée il y a quelque dix ans bientôt, dans la Revue « *Défense de l'Occident* » (1), par lequel j'amorçais un dialogue, dont cet essai constituait en quelque sorte le préambule : « *Existe-t-il un art de l'informel ?* ». C'était poser de manière précise, sinon impertinente..., la question qui conditionne toute opinion objective au regard de ce que d'aucuns considèrent comme la manifestation la plus significative, voire la seule valable de l'art d'aujourd'hui, question pouvant d'ailleurs passer pour inutile pour peu que l'on considère la réalité historique de l'art dit *informel, non-objectif ou abstrait...* — ne serait-ce que dans les débats passionnés qu'il a suscités ! L'incertitude même de la terminologie le concernant pourrait servir de critère, corroborant celui, beaucoup plus décisif, qui permet d'apprécier la valeur d'une œuvre d'art, son efficacité, *cette efficacité* que prétendait invoquer Kandinsky, à l'appui de ses propres tentatives. En effet un mode d'expression peut être considéré comme valable dans la mesure où il nous touche, écartée l'inéluctable relativité qui affecte nos perceptions sur le *plan sensoriel et psychologique*. Analysant de manière aussi rigoureuse que possible la nature de « ce langage de l'art », qui pour être entendu exige entre ceux qui le formulent et ceux qui le reçoivent une communicabilité résultant de son intelligibilité, compte tenu de l'ouverture d'esprit et de l'éducation de ceux qu'il prétend mettre en rapport, je croyais avoir assez bien répondu une première fois à cette question préjudicielle. Mais est-on jamais assez lucide et assez clair ? Et une telle question peut-elle trouver réponse satisfaisante, si l'on s'en tient aux arguments et aux considérations d'ordre purement rationnel ?

Engageant le procès des égarements et des faillites de l'art abstrait, confessés par ses propres tenants, il faut que ce procès ne soit pas seulement procès d'intention, débattu à huis-clos, sans référence à aucun postulat rece-

---

(1) *Défense de l'Occident* : N.S. N<sup>os</sup> 4-5-6, avril, mai, juin, 1960.



vable par les parties en présence, au risque de perpétuer ce dialogue de sourds, auquel le grand public, médusé, assiste depuis bientôt un demi-siècle. Il ne faut pas davantage s'y accuser réciproquement de mauvaise foi, ce qui peut donner lieu à de faciles traits d'esprit ou à de savoureuses injures, sans aucune chance cependant d'y voir plus clair. Et c'est ainsi qu'il faut admettre que parmi tant d'esprits serviles, toujours prêts à accueillir les mots d'ordre, à adopter les lignes de conduite que leur dictent des chefs de file désinvoltes, il est quelques esprits sérieux, à la recherche de ce qu'ils considèrent comme l'expression d'une vérité nouvelle. Mais il faut aussi admettre qu'il y a toujours eu de bons et de mauvais bergers : ceux qui conduisent le troupeau vers les bons pâturages, ceux qui l'entraînent sur des terres arides où il ne peut que périr d'inanition. Et ces considérations nous amènent à situer la question de l'art non objectif dans son véritable contexte, qui est incontestablement d'ordre historique. Si les hirondelles ne font pas le printemps, elles l'annoncent.



Pourquoi à partir d'une certaine époque, qui correspond en fait aux deux premières décades de ce siècle, quelques esprits — je préfère ce terme « esprit » à celui « d'artiste », trop spécifique, trop déterminant au regard même de la question posée — pourquoi certains esprits, apparemment ouverts, estimèrent-ils que dans le domaine de l'expression artistique le recours aux moyens traditionnels fondés sur l'intelligibilité et l'expressivité des formes naturelles, sur la notion d'objet — que cet objet soit tout ou partie de l'univers sensible — ce recours ayant perdu toute efficacité devait désormais faire place à l'élaboration d'un langage nouveau, reposant sur les attributs de la forme : de la matière considérée en soi, privée de toute signification ontologique. C'était prétendre ranimer « esthétiquement » une vieille querelle « métaphysique », ayant opposé, en des discussions byzantines, *nominalistes* et *réalistes*, *idéalistes* et *sensualistes*, tenter de disso-

cier, ne serait-ce que par métaphore, la substance de l'accident, l'être des manifestations qui le personnalisent, la pensée même des concepts qui l'animent.

Il faudrait pour retrouver l'origine et retracer le déroulement de ce conflit, qui est loin d'être nouveau, gravir l'échelle de l'histoire, suivre les méandres de cette cogitation métaphysique à travers le cheminement de la pensée occidentale à partir de ses plus anciennes écoles, dont le criticisme kantien et la dialectique hégélienne ne furent, au début même du XIX<sup>e</sup> siècle, qu'une résurgence, introduisant dans le développement de la connaissance cette discipline, nouvelle au moins quant à sa terminologie : *l'esthétique*. C'est dans ces spéculations, prenant pied dans un domaine qui sans leur être étranger ressortissait jusque-là à un pur pragmatisme, qu'il faut, à n'en pas douter, rechercher la racine sinon le point de départ de celles qui tendirent à conférer aux arts d'expression plastique, reposant traditionnellement sur la connaissance et l'interprétation de l'univers formel, une autonomie de moyens et d'objet, laquelle impliquait un pur non-sens. C'est ainsi que s'amorcent dans le domaine de la pensée et de l'art les grandes hérésies. Elles trouvent dans le contexte historique des conditions plus ou moins favorables à leur extension, mais toujours elles ont pour point de départ et motivation un sophisme, de plus en plus difficile à isoler, au fur et à mesure que vont s'accumulant dans le domaine des faits les conséquences pratiques des déviations initiales.



Il est de toute évidence que l'élaboration et l'évolution des styles historiques furent conditionnées par les impératifs religieux, qui sur le plan de la pensée et de l'art orientèrent le destin des grandes civilisations : vérité de fait reconnue par les esthéticiens aussi bien que par les sociologues. Avec la désacralisation de la vie collective, l'abandon ou le travestissement des rites qui scandaient et magnifiaient ses manifestations, la laïcisation de la pensée, les dogmes théologiques et les disci-

plines en résultant firent place aux « idéologies » ayant pour objectif et seule mesure un humanisme aux impératifs assez souvent contradictoires. Il n'en reste pas moins, et en dépit des terminologies abusives, que l'esprit commande. *Le matérialisme historique* n'est lui-même qu'une vue de l'esprit, un postulat qui transcende dans ses analyses et ses applications l'empirisme dont il prétend se réclamer, substituant au finalisme des anciennes théodicées le probabilisme tiré des statistiques.

Cette attitude nouvelle, apparemment conforme au processus évolutif du catéchisme positiviste, impliquait-elle la rupture avec des habitudes mentales immémoriales, le rejet des moyens de représentation et d'expression traditionnels qu'elles avaient engendrés ? Pour aussi loin que l'on remonte dans le temps, passant en revue les divers types de civilisations par l'examen des témoignages qu'elles nous ont légués, jamais les hommes, en dehors des signes idéographiques et phonétiques — les seconds n'étant que les dérivés des premiers — instruments de transcription de la pensée conceptuelle et du langage articulé, jamais les hommes lorsqu'ils commencèrent à utiliser la représentation de l'objet — être ou chose — avec le contenu intellectuel et émotionnel dont cet objet leur apparaissait chargé, n'eurent recours pour cela à des codes, à des signes purement conventionnels que cette modalité même de représentation excluait (1). Il convient de distinguer soigneusement, dans cette spécification, l'idéogramme et l'image ; sans doute l'idéogramme procède de l'image qu'il schématise mais il ne saurait en aucune façon lui préexister en la conditionnant.

Il semble bien que les tentatives d'art non objectif reposent toutes et dès l'origine sur une confusion de moyens autant que de principes. Estimant que l'émancipation spirituelle, résultant des révolutions démocratiques tendaient à une universalisation des structures sociales et politiques devant aboutir à l'effacement de tous les particularismes ethniques et historiques, les novateurs pensèrent, sans doute, qu'avant toute abolition plus ou moins problématique des langages idiomatiques, qui restreignaient de manière si singulière les relations entre

les hommes, partant l'avènement d'une humanité intégrée et accomplie, il convenait d'élaborer un langage graphique et plastique de nature et de portée universelle et pour cela commencer par exclure toute notion de représentation formelle, toute référence à l'événement et au fait, en élaborant le langage de « *l'indicible* ». C'était à la fois une absurdité et une impossibilité.

Absurdité, car c'était prétendre substituer à l'universalité effective de la représentation objective — qui constitue le seul moyen de communication que les hommes aient jamais eu et puissent jamais avoir, indépendamment de leurs particularismes ethniques, linguistiques et culturels — un langage arbitraire (2). Impossibilité, car c'était prétendre fonder un art nouveau sur des données entièrement subjectives, si parfaitement subjectives que la pluralité et la diversité de ses options allaient en démontrer, avec le relativisme, l'incommunicabilité. L'examen des œuvres proposées et l'étude attentive des gloses qui leur furent consacrées, en relation avec les théories plus ou moins gratuites auxquelles elles se réfèrent, sont significatifs. Toutes ces tentatives, dans la mesure où elles s'écartent des voies d'accès traditionnelles à la connaissance, sont frappées d'inintelligibilité. Si elles exercent quelque action sur notre sensibilité, ce ne peut être qu'en fonction de réminiscences, de chocs accidentels, en vertu du pouvoir diffus qu'exerce sur nos sens n'importe quel objet pouvant nous être proposé, de manière fortuite ou concertée : tentatives n'ayant, en définitive, d'autres conséquences que de prétendre introduire dans notre circuit mental le « hasard » considéré comme facteur déterminant.

Il est un autre absolu dont ces novateurs ne prirent jamais conscience, c'est l'impossibilité qu'il y a pour l'homme de créer de toute pièce un langage qui puisse prétendre à un quelconque avènement. Si les poèmes d'Homère furent très certainement l'œuvre d'un ou de plusieurs aèdes qui les élaborèrent, la langue d'Homère fut l'œuvre d'une collectivité nécessairement anonyme, celle des générations qui durant des siècles et après d'innombrables expériences en firent un langage cohérent, expres-

sif, susceptible de transcriptions, capable de fournir au « poète » l'instrument adéquat de sa pensée et de son inspiration. La formation des langues est un phénomène à la fois énigmatique et rationnel, que les philologues analysent *a posteriori*, à partir de certains monuments littéraires, mais qui ne saurait être prédéterminé par quelque invention d'ordre individuel. Si dans la création poétique il est une part faite à l'invention, cette invention est toujours seconde et ne peut s'exercer que dans la mesure même où elle est soumise au langage, soumission qui s'exerce selon une certaine faculté d'interprétation, susceptible d'être à son tour enrichissante pour le fonds commun auquel le poète emprunte son vocabulaire et ses tours, mais simple maillon d'une chaîne dont l'origine et l'aboutissement lui échappent.

Dans le domaine de la représentation visuelle, bien que le vocabulaire n'obéisse pas aux mêmes rigueurs grammaticales, il en est de même. Rien qui ne puisse s'innover à partir de rien, pas même à partir de ces signes, points, lignes, surfaces, taches de couleurs associées qui en sont le vêtement et qui, contrairement aux propositions d'un Kandinsky, ne peuvent en constituer la *structure* à partir de données purement abstraites. Car ces signes n'ont en soi aucune valeur. Ils sont toujours pour l'artiste (comme pour le géomètre), à quelque stade de formation qu'il se situe, à quelque milieu qu'il appartienne, prédéterminés dans leur utilisation et leur signification par l'acquisition de notions concrètes inaliénables, résultant de l'expérience, par une référence nécessaire et constante à une tradition transmise de manière empirique ou didactique, qu'elle soit vivante ou académique, qu'elle soit le fait d'artistes cultivés ou d'autodidactes marginaux (à ce propos toutes les considérations chères à un Dubuffet, tirées des témoignages de « l'art brut », reposent sur des pétitions de principe). Qui plus est, le tracé de ces signes, loin d'être un phénomène répondant à l'accomplissement de gestes spontanés, se réfère à l'indication de réalités objectives, dont il ne peut prétendre que nous restituer l'image et partant la notion, aussi généralisée que cette notion puisse apparaître dans

son élaboration intellectuelle. Si l'hypothèse contraire pouvait être retenue la création artistique ne serait plus du domaine psychique mais ressortirait à un pur automatisme, infirmant toutes les postulations de l'art abstrait.

La grande hérésie, résultant d'une confusion entre le conceptuel et le réel, contredisant d'ailleurs les distinctions fondamentales du criticisme kantien, qui paraît l'avoir engendrée à travers Fichte et Schelling, est celle qui par un abus de terminologie a prétendu tirer de l'accident une notion de substance. C'est celle de tous ces esprits primaires, plus ou moins délirants, barbouillés d'idées confuses empruntées à une philosophie mal digérée, à un ésotérisme d'almanach, accablés par des connaissances fragmentaires résultant d'incursions désordonnées dans le domaine des sciences mathématiques, de la musicologie, de la philologie..., qui groupés en quelques cénacles, où n'étaient mis en commun que les ignorances respectives de leurs participants — *la Section d'or — Cercle et carré — Abstraction-crétation* et quelques autres plus confidentiels, eurent la prétention très éphémère de révolutionner l'art en lui apportant un évangile nouveau. Comment dégager une notion d'objet, celle de réalités organiques, d'un simple rapport de signes géométriques ou hypergéométriques, de taches de couleur inexpressives en soi et quelque ingénieux que puisse paraître le symbolisme chromatique auquel on ait prétendu les associer ?

Pour en juger il suffit d'examiner le résultat des cogitations de ces novateurs, dont les rébus se prêtent à quelque déchiffrement dans la mesure seule où ils apparaissent comme transcriptions plus ou moins heureuses d'une réalité déguisée, parce que l'on peut quelquefois penser mal et agir bien et que les divagations mentales n'excluent pas l'exercice d'un certain talent (3). D'où ces permanentes confusions entre ce qui se rapporte à l'expression de l'espace — fondement de l'art pictural, base du tableau de chevalet appliqué à l'étude des problèmes techniques et esthétiques posés par cette volonté de représentation spatiale — et des programmes décoratifs ne retenant de la réalité suggérée par le tableau de chevalet et

par voie d'application dans la peinture murale, qu'un graphisme ingénieux, des ordonnances de couleurs associées en fonction de leur complémentarité ou de leurs valeurs d'opposition, en un jeu qui n'utilise qu'à des fins d'agrément ou de surprise pour l'œil cette notion de valeurs spatiales, sur laquelle se fonde toute technique de la représentation et son esthétique propre.

En somme, ces tentatives de libération des arts plastiques, amorcées en peinture avant de se poursuivre dans la sculpture, où les problèmes n'étaient pas du même ordre et où les résistances et les convenances du matériau offraient moins de latitude à la fantaisie gratuite de leurs promoteurs, n'aboutirent qu'à une anarchie sans précédent, à la confusion des valeurs esthétiques, à une limitation de plus en plus étroite de l'audience offerte à ces innovations prétendues, qui bien loin d'universaliser les moyens d'accès ne faisaient que les restreindre au seuil de chapelles concurrentes sinon antagonistes.

Chacun de ces novateurs, pour être apparemment intelligible, devait être flanqué de son interprète et de son exégète, au même titre qu'un auteur parlant et écrivant une langue étrangère (4). Cette volonté d'universalisation du langage de l'art aboutissait à des particularisations de plus en plus restrictives, de plus en plus inopérantes, de plus en plus *inefficaces*. Ce dont témoigne cette prolifération de groupes, de publications de manifeste, de salons aux tendances divergentes, d'expositions individuelles et toutes si particulières, devenue telle, ne serait-ce qu'à Paris, qu'il n'est plus un chroniqueur professionnel qui ait la possibilité de prendre seulement contact avec ces foisonnantes manifestations, encore moins d'en rendre compte de manière explicite et, problème plus ardu encore, de tenter leur impossible synthèse.

La valeur, la grandeur d'un art se mesurent, il convient de le répéter, à son degré d'efficacité. Or l'on constate, si paradoxal que cela puisse paraître, que le particularisme originel d'une création authentique — celle-ci fonction de son sujet, des représentations auxquelles elle s'attache de la manière la plus concrète, la plus soumise à l'objet et à l'événement — apparaît, en définitive,

comme la condition même de son universalité. Il ne saurait en être autrement, pour peu qu'on y réfléchisse, ne serait-ce qu'en fonction de ce réalisme fondamental qui conditionne toute activité spirituelle de l'homme présent au monde et dans ce monde. Quoi de plus néerlandais qu'un Rembrandt, de plus espagnol qu'un Goya, de plus germanique qu'un Dürer et quoi de plus foncièrement humain que l'œuvre de ces maîtres dont l'appartenance ethnique et historique était si forte et dont l'audience est aujourd'hui si universelle ? Quoi, par contre, de plus volontairement cosmopolite que les prétendues créations d'un Mondrian, d'un Kandinsky, voire celles d'un Paul Klee, artiste cependant plus sensible ? Quoi de plus étroit, dans leur volonté d'universalisme, que l'audience, si tant est qu'ils en aient vraiment une, de ces novateurs du XX<sup>e</sup> siècle, qui au lieu de reculer les frontières de leur art n'ont fait que les rétrécir au point de les rendre incommunicables ? Car il n'y a pas plus à tirer du *néo-plasticisme* de Mondrian, fondé sur un *symbolisme géométrique*, que de *l'abstraction lyrique* de Kandinsky, expression de la *nécessité intérieure* ; ils ne sont, l'un et l'autre, que la projection de leurs rêves, les fruits stériles d'une délectation morose. Le premier calviniste, le second chrétien-orthodoxe, mais tous les deux d'ascendance juive et chez tous les deux, comme chez Paul Klee, se profile, à l'arrière-plan de leurs spéculations, la gnose kabbaliste (5).

La grande référence de tous les promoteurs de l'art non-objectif, dans cette recherche « *des correspondances* », qui depuis le romantisme a plus ou moins obsédé tous les artistes sollicités par les questions d'esthétique a été la musique, avec les analogies qu'ils prétendaient tirer entre la composition musicale et celle des œuvres graphiques et picturales. Ils estimaient sans doute, de la même manière que les musiciens avaient pu au cours des temps élaborer *une matière sonore*, indépendamment de tout contexte vocal et de toute tentative de restituer en les transposant les bruits de la nature considérés comme donnée originelle (6), pouvoir élaborer *la matière couleur* indépendamment de toute réalité objective.



Il convient de faire les plus extrêmes réserves sur cette théorie des *correspondances*, qui n'a, à vrai dire, jamais pu trouver dans les observations ingénieuses des écrivains, des artistes, des esthéticiens professionnels (7), voire des psychologues s'attachant à l'étude des données premières de la connaissance, une justification recevable. La seule explication plausible résulte de la concordance nécessaire des informations sensibles sur lesquelles se fonde l'unité de l'esprit, cette loi psychologique de l'association qui conditionne l'exercice de toutes les facultés intellectuelles de l'homme, l'imagination et la mémoire. Le mécanisme des sensations — leur cheminement et leur projection sur le champ de la conscience — ne peut s'analyser qu'à partir de celui de chacun de nos sens ; quant à leur synthèse *aperceptive* elle reste et restera, sans doute, énigmatique, une donnée irréductible de l'esprit échappant à l'analyse. Les analogies que l'on prétend invoquer afin d'étayer les hypothèses relatives au parallélisme de ces mécanismes sensoriels et de leur unité de principe, sinon de nature, ne sont que des vues schématiques, tirées d'une expérience intellectuelle qui est une somme, dont nous pouvons tenter de retrouver les composantes en les isolant, mais qui ne peut rien nous apprendre sur la valeur propre de ces composantes, encore moins des rapports sur lesquels se fondent leurs affinités réciproques. Le paradoxe est de prétendre opérer la substitution de leurs mécanismes respectifs en visualisant les sons et en sonorifiant les couleurs, faisant passer *la catachrèse* du plan de rhétorique à celui de la morphologie et prenant l'aboutissement pour un point de départ.

Là encore il convient de ne pas se laisser abuser par une phraséologie inconséquente. Si on peut et doit admettre qu'il existe une matière couleur, ne serait-ce que par la possibilité technique d'isoler en les stabilisant les pigments colorés servant de base aux couleurs utilisées par le peintre, il n'existe pas de matière sonore, il n'y a que des phénomènes acoustiques, qui sont des phénomènes de résonance : vibrations se propageant dans l'espace par trains d'ondes allant s'effaçant et n'ayant de réalité que transitoire, et pour l'homme dans la mesure où il les

perçoit. Ces phénomènes sont étroitement liés au temps, selon lequel ils se produisent et ils s'écoulent. Les phénomènes d'ordre visuel, qui nous permettent de prendre conscience de la réalité de l'univers par le moyen de la lumière et de ses accidents sont aussi des phénomènes liés à des perceptions, que conditionnent également des mouvements ondulatoires de l'éther transportant les corpuscules lumineux mais selon des rythmes infiniment plus accélérés que ceux des ondes sonores dans l'atmosphère. En dépit de leurs infinies variations d'intensité et d'incidence (telles qu'il n'est pas un spectacle donné qui ne soit différent d'une infinité de spectacles antérieurs ou futurs ayant le même objet) les rapports de la lumière avec la réalité concrète des objets, qui en la réfléchissant nous les révèlent, permettent de donner aux images une permanence de structure sans aucune espèce de rapport avec les incidences des phénomènes acoustiques, qu'on doit considérer comme essentiellement transitoires, n'ayant de réalité appréciable que dans notre mémoire et grâce à certaine possibilité de notation permettant de les reproduire. L'hétérogénéité des deux modes de sensation et de détermination des phénomènes sonores et visuels ne se limite pas à cette différence de nature. Il en est d'autres qui se rapportent à leur exploitation esthétique.

(à suivre)

---

(1) « La peinture représente, pour les sens, avec vérité et certitude les œuvres de nature, ce que les paroles et les lettres ne font pas ; mais les lettres l'emportent sur la peinture pour représenter véritablement la parole. N'est-ce pas plus admirable science, celle qui représente l'œuvre de nature, que celle qui ne nous donne que l'œuvre de l'opérateur, œuvre des hommes, comme sont les paroles, la poésie et leurs modes et qui se manifeste par le langage humain ? » (*Léonard de Vinci - Traité de la peinture*).

(2) « Une langue est une convention élaborée par un groupement humain : la notation musicale est une écriture phonétique acceptée en Occident. La peinture seule

employant les formes et les couleurs de la réalité est entendue de tous les hommes : c'est l'art de l'œil par excellence, il n'a besoin que de correspondre en quelque point à ce qui nous entoure partout, ou à nous-mêmes, pour se manifester, et en ce sens il imite la nature, comme nous imitons l'alphabet : mais la nature n'est qu'un syllabaire et une syntaxe. » (*Péladan, traducteur et commentateur du Traité de Léonard.*)

(3) Un des exemples les plus significatifs est celui du peintre Herbin avec son « *Alphabet de la couleur* ».

(4) Tous les grands abstraits ont eu des théologiens à leur mesure : les énumérer serait un jeu cruel et parfaitement inutile.

(5) Je renvoie mes lecteurs à l'étude que j'ai publiée dans « *Le Peintre* », en manière de post-face, à l'Exposition « *Israël à travers les âges* », étude ayant pour thème et pour titre « *Contribution des artistes juifs à l'art contemporain* ». Les observations qu'elle comporte sont, autant que celle-ci, d'ordre strictement objectif et sans aucune nuance péjorative ou tendancieuse. Je suis ou m'efforce d'être historien et critique d'art en m'attachant aux faits.

(6) A ce sujet il est assez singulier de constater que les musiciens les plus émancipés, reniant les données traditionnelles de la musique occidentale, tonale et modale, tentent par une démarche inverse de réintroduire *ces données premières* dans les structures de la musique dite concrète.

(7) Baudelaire, Rimbaud, Huysmans, Proust, Apollinaire..., pour ne citer que ceux-là, furent préoccupés par cette théorie *des correspondances*, mais bien plus comme thème d'observation psychologique que comme donnée artistique effective.

## Parlez-vous Petit Nègre ?

Coupables d'avoir imposé, ou du moins cherché à imposer, l'intégration raciale à la pointe des baïonnettes — a-t-on oublié Little Rock, l'occupation militaire de l'Université du Mississippi, et plusieurs autres affaires du même genre ? — les libéraux américains, pratiquement maîtres de la politique des Etats-Unis depuis Roosevelt, sont aujourd'hui les responsables de l'absurde introduction, dans les collèges et les universités, d'« études noires » (« black studies »), c'est-à-dire de cours consacrés à l'étude de patois de la jungle et à la glorification d'une prétendue culture afro-américaine.

L'échec de l'intégration, dramatiquement illustré par les innombrables et terribles émeutes nègres de ces dernières années — Watts, Détroit, New-Jersey, Chicago, etc. — et à l'origine d'un vociférant racisme noir dont les énergumènes du « Black power » sont les porte-parole, était fatal, puisque cette intégration reposait sur le principe d'une égalité raciale absolue.

Or, l'égalité raciale n'existe pas. Dans son remarquable ouvrage « La Contre-Révolution africaine », Saint-Paulien rappelle : « Des ethnologues, des philosophes, des biologistes, des médecins, Gobineau, Houston Stewart Chamberlain, Lothrop Stoddard, Madison Grant, Vacher de Lapouge, Oswald Spengler, Lecomte du Noüy et plus près

de nous Lévy-Bruhl (cf. « Les fonctions mentales dans les sociétés inférieures »), Jean Rostand, Jacques Boulenger, le professeur Montandon, les docteurs Alexis Carrel, René Martial et Albert Schweitzer ont administré les preuves scientifiques de cette évidence : il existe des ethnies supérieures aux autres ; les hommes naissent et meurent inégaux en tout, moralement, intellectuellement, physiquement. La lutte pour une certaine égalité matérielle, intellectuelle ou morale ne signifie pas qu'elle soit acquise. Seuls les résultats comptent, et les évidences ».

Lord Snow, à New-York, le 31 mars dernier, n'a pas dit autre chose : « L'idée que tout homme peut devenir président des Etats-Unis est agréable, mais il est absurde d'éduquer chaque homme, blanc ou noir, en vue de quelque chose qu'il ne peut pas faire. C'est de l'optimisme libéral qui confine à la folie ». Et d'ajouter : « La société se doit de respecter certains principes fondamentaux — tel que « tous les hommes sont égaux devant Dieu ». Mais cela ne signifie pas que nous devons les considérer tous capables de devenir des champions de saut en longueur ou d'écrire « Guerre et Paix » ».

A la même époque, un médecin américain réputé, le Dr Arthur Jensen, directeur du laboratoire de psychologie expérimentale de l'Université de Californie, a causé certains remous en publiant dans la Revue des questions d'enseignement de Harvard les conclusions auxquelles il a abouti après de longues recherches : or, selon lui, l'intelligence ne s'acquiert pas, elle appartient à l'« héritage génétique » des individus, ne saurait être « améliorée », et est la chose la plus inégalement répartie qui soit au monde. Et, à cet égard, il constate que l'intelligence est très inégalement répartie entre les races et que, par exemple, la moyenne intellectuelle des Blancs est sensiblement plus élevée que celle des Noirs.



Cela dit, il va de soi — et nous y insistons — qu'il y a aux Etats-Unis des Noirs extrêmement doués et de grand talent. George Schuyler — dont la fille, Philippa,

grande musicienne, correspondant de guerre, auteur d'excellents livres dont « Qui a tué le Congo ? », mourut tragiquement au Vietnam, en hélicoptère, lors de sa deuxième expédition de sauvetage de victimes du communisme — est l'un de ceux-là.

Ecrivain, Schuyler a publié notamment « Black No More » et « Black and Conservative », ouvrages dont la presse dite libérale d'Europe s'est toujours bien gardé de parler. Journaliste, il est le chroniqueur lucide, et admirablement informé, des affaires africaines à « American Opinion ».

Evoquant longuement dans un article reproduit par « Human Events » les questions soulevées par l'introduction d'« études noires » dans les universités et collèges américains, George Schuyler remarque : « Les nouveaux cours semblent avoir le double objet de flatter une jeunesse noire qui se sent frustrée (dont les parents ont échoué dans leur devoir d'éducation) et en même temps de lessiver le cerveau des étudiants blancs afin de faciliter l'égalité raciale — quelle que soit la signification de cette expression. Un autre but de cet endoctrinement dans la mythologie raciale noire et un folklore largement apocryphe est sans doute de faire des héros nationaux d'agitateurs tels que feus Martin Luther King et Malcolm X. Apparemment nous devons avoir un Panthéon ouvert à tous ».

A quoi bon, en effet, enseigner le swahili et autres dialectes africains à des Noirs américains qui ne retourneront jamais en Afrique et qui ne possèdent l'anglais, la seule langue qu'ils connaissent, souvent que très imparfaitement ?

Des « études noires » ? « Ce plus récent plat servi à la cafeteria pédagogique bénéficiera beaucoup plus à la propagande qu'à l'enseignement », estime Schuyler.

Surtout qu'on est en train de récrire tous les manuels d'histoire, aux Etats-Unis, afin d'offrir une vue d'ensemble nettement plus favorable du rôle joué et tenu par les Noirs dans l'histoire américaine. Et ces manuels, jadis recommandables et très sérieux, prennent l'allure d'opuscules de propagande de l'Unesco. Jugez : dans tel livre

d'études, « revu et corrigé », Nathan Hale, héros de la guerre d'indépendance américaine — « Je n'ai qu'un regret, c'est d'avoir seulement une vie à donner à mon pays » — a été froidement supprimé au profit d'une certaine Phillis Wheatley, « poétesse nègre » de la même époque. Ailleurs, le juge Earl Warren, progressiste notoire et grand responsable des émeutes raciales, prend le pas sur George Washington. Un ouvrage consacré aux grands hommes de l'histoire américaine accorde le tiers de ses pages à des Noirs.

Ce n'est pas tout. A la demande de dirigeants du « syndicat des étudiants noirs », certains collèges ont introduit des mets africains « magiques » dans leurs cantines, et dans leurs cours des leçons de « musique et rythmes africains ».

« Dans école après école, relate « U.S. News & World Report », les administrateurs introduisent des cours d'« histoire afro-américaine » et de « culture noire » afin d'éviter les désordres que menacent de déclencher des militants nègres ».

Mais qu'est-ce que la « culture noire » ? Saint-Paulien écrit dans « La Contre-Révolution africaine » : « L'art nègre a été inventé vers 1910 en Europe par des gens fermement décidés à mystifier leurs contemporains : certains se révèlent excellents hommes d'affaires. Les arts plastiques n'ont jamais existé et n'existeront jamais en Afrique noire. Les bâtisseurs de cathédrales, les peintres et les sculpteurs d'églises avaient parfaitement conscience d'être des artistes. Tous les efforts des Blancs pour que les Noirs « prennent conscience de leurs talents » se soldent par de pitoyables échecs. On voit apparaître de nouvelles monstruosité, qualifiées de néo-expressionnistes ou de surréalistes. Cette frénésie de laideur déshonore notre époque ».

Il est vrai que de triturer et de falsifier les livres d'histoire pour faire plaisir aux enragés frénétiques du « Black power » est encore bien plus qu'un déshonneur : c'est une besogne de faussaires qui, en définitive, risque de coûter cher. Les menteurs finissent toujours par payer le prix de leurs mensonges.

Sans doute, et comme le dit George Schuyler, si « la culture et l'histoire noires » étaient enseignées avec quelque objectivité, que de désillusions suivraient !

« En premier lieu, écrit-il, les jeunes Noirs avides de connaissances apprendraient vite qu'il n'y a jamais eu de conspiration blanche pour les empêcher de connaître les faits. En vérité, Européens et Arabes ont écrit plus de 90 % de l'histoire des Noirs des trois millénaires passés, et cela parce que l'Afrique noire n'a jamais compté parmi ses accomplissements une langue écrite. Les professeurs se garderont bien, évidemment, de souligner ce point, car il n'est guère flatteur pour les « civilisations » africaines.

« Nos jeunes étudiants de couleur pourraient apprendre aussi ce dur fait, à savoir que l'Afrique a été un réservoir d'esclaves depuis le commencement de l'histoire, avec des ventes aussi loin dans l'Orient que la Chine ; et que les Arabes, qu'ils en sont venus récemment à louer, poursuivirent un énorme trafic d'esclaves depuis l'Afrique orientale et le nord de la Méditerranée pendant près de mille ans avant l'arrivée des Européens.

« Ils apprendraient au surplus que leurs ancêtres — qui ne découvrirent jamais la roue ou comment bâtir une route, une ville en pierres ou un pont durable — s'enrichirent en vendant prisonniers et parents aux Arabes, Perses et Indiens, puis après le xv<sup>e</sup> siècle aux Portugais, aux Espagnols, aux Anglais, aux Hollandais, aux Français et aux Scandinaves ».

George Schuyler rappelle que les riches familles noires de la côte occidentale de l'Afrique firent leur fortune durant le commerce d'esclaves à travers l'Atlantique, et qu'elles déplorèrent, plus que n'importe qui, l'abolition de l'esclavage.

Le plus grand négrier de l'Afrique central, vers la fin du xix<sup>e</sup> siècle, fut d'ailleurs un Noir de Zanzibar, Tippu Tib. L'élite arabe de Zanzibar, en raison des gros profits qu'il lui procura, éleva une statue en son honneur.

George Schuyler, qui connaît parfaitement l'histoire de l'Afrique, et sait donc de quoi il parle (étant un Noir lui-même), appartient en somme à cette lucide et coura-



geuse minorité de « basculeurs de légendes », selon l'expression du regretté Albert Paraz.

Il fut l'un des premiers, cet écrivain noir de grand talent, à démontrer que feu Martin Luther King, encensé aujourd'hui par tous les pleurnicheurs de la « conscience universelle », n'a été qu'un agitateur professionnel, formé dans des écoles d'entraînement communistes, et un imposteur. Nous avons d'ailleurs, au sujet du feu « révérend », un substantiel dossier qui confirme tout cela.

Des « études noires » ? Si l'on veut : mais qu'elles soient sérieuses, et montrent ce que fut l'Afrique et ce qu'elle est de nos jours.

« La plus longue période de paix que les peuples d'Afrique aient connue, ajoute encore Schuyler, fut celle que les Européens imposèrent durant les cent dernières années. Et n'oublions pas que les Africains ne changèrent pas d'eux-mêmes leurs habitudes alimentaires. Ce sont les Européens qui mirent fin au cannibalisme ».

Pierre HOFSTETTER.

## A NOS AMIS ETRANGERS

Beaucoup trop de nos amis étrangers qui partagent nos idées ont eu la naïveté d'être consternés après le départ du général de Gaulle.

Nous comprenons bien que la politique de Charles de Gaulle réhabilitait dans leurs pays un certain nombre d'idées et de méthodes, qui cessaient d'être chimériques ou condamnables puisqu'elles étaient employées avec l'approbation générale par le gouvernement français. Nous comprenons aussi que la politique d'indépendance européenne de Charles de Gaulle était une référence utile à tous ceux qui souhaitent l'existence d'une Europe qui ne serait inféodée ni à Washington ni à Moscou.

Mais nous devons rappeler à tous nos amis qu'au-delà de cette attitude contingente et, chez de Gaulle, essentiellement opportuniste, la présence au pouvoir de Charles de Gaulle et de ses collaborateurs de Londres est un résultat de la félonie et une prime à la trahison. Aucun pays n'a le droit de saluer comme un héros un général qui a abandonné son poste dans une circonstance grave, qui s'est mis à la disposition d'une puissance étrangère pour des missions de sabotage et de division dans son propre pays, qui a fait tirer des troupes françaises sur des soldats et des officiers français accomplissant leur devoir et qui, à ce titre, a été justement condamné à mort par un tribunal militaire composé de ses pairs. Traître à son serment d'officier, de Gaulle a été ensuite le champion du mensonge et de l'imposture et le complice du communisme soviétique. Il a fait condamner, assassiner ou persécuter plusieurs centaines de milliers de ses compatriotes pour avoir accompli leur devoir civique et être demeurés à leur poste de soldat. Il s'est associé à l'ignoble jugement de Nuremberg, qui a proclamé le principe de l'indiscipline et de la déloyauté et qui a condamné à une mort honteuse et à des peines infamantes des officiers et des fonctionnaires qui avaient servi loyalement leur patrie en état de guerre.

Nous ne pouvons donc déplorer sa chute et nous joindre aux louanges qui lui sont décernées sans renier toutes les valeurs morales qui sont à l'origine de notre action et dont nos positions politiques en face des problèmes de l'actualité ne sont que des conséquences. D. O.

# Extrait du catalogue des Editions des Sept Couleurs

17, rue Bréa - Paris (6<sup>e</sup>) - B.P. 16.06

## ACTUALITE

François DUPRAT. — Histoire des SS .....	27,00
B. de VIGNACOURT. — L'Agriculture soviétique de Lé- nine à Brejnev .....	10,50
Pierre FONTAINE. — L'aventure algérienne continue ..	10,50
Pierre FONTAINE. — Où mène le gaullisme ? .....	7,50
Robert ANDERS. — L'Afrique australe .....	15,00

## ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

Poèmes de Fresnes .....	7,50
Lettre à un soldat de la classe 60 .....	7,50
Chénier .....	6,00
Les Quatre Jeudis .....	épuisé
Domrémy .....	20,00
Lettres écrites en prison (1944-1945) .....	15,00

## ŒUVRES DE PAUL RASSINIER

Le véritable procès Eichmann .....	18,00
Le Drame des Juifs Européens .....	18,00

## ŒUVRES DE PIERRE FONTAINE

Alerte au pétrole franco-saharien .....	15,00
Le Pétrole du Moyen-Orient et les Trusts .....	15,00
U.R.S.S.-U.S.A. . . . .	15,00
Abd-el-Krim, origine de la rébellion Nord-Africaine ....	15,00
Enquêtes noires .....	15,00
Les Secrets du Pétrole .....	15,00
L'Aventure du Pétrole Français .....	18,00

## ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

Lettre à François Mauriac .....	9,00
Nuremberg ou la Terre promise (Interdit) .....	
Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs .....	15,00
Les Temps Modernes .....	9,00
L'Œuf de Christophe Colomb .....	9,00
Qu'est-ce que le fascisme ? .....	épuisé
Une lecture de Balzac .....	épuisé

## COLLECTION « DEFENSE DE L'OCCIDENT »

La Jeunesse .....	7,50
La Question noire aux U.S.A. ....	7,50
Crimes de Guerre des Alliés .....	7,50
Drames et problèmes de l'Afrique .....	7,50
L'agression israélienne et ses conséquences .....	7,50
Les Nouveaux Communistes .....	7,50
Le Rideau de fer bouge .....	7,50
La Comédie de la Révolution .....	7,50

Remise 10 % à tous les abonnés de « Défense de l'Occident »

Envoi franco contre chèque ou virement à notre compte

CCP, LES SEPT COULEURS, 218.219 Paris

Vient de paraître

LES SEPT COULEURS, B.P. 46-06, Paris (6<sup>e</sup>)

*Maurice Bardèche*

**SPARTE**  
**ET LES**  
**SUDISTES**

L'ouvrage politique le plus important de Maurice Bardèche

Un volume in-16 Jésus de 192 pages ..... 15 F

---

*Le gérant* : Maurice BARDECHE

Imprimerie H. Dévé et Cie, Evreux — N° d'imprimeur : 895